L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Quatrième année
- N° 141 -
Vendredi
17 avril 1992
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



Touvier : quand la justice viole la mémoire

Fondation Jean Jaurès

Votre courrier

CONGRES

Jeune militant du PS et socialiste depuis toujours, je suis heureux de voir que, pour la première fois depuis longtemps, notre parti s'est donné les moyens de reconquérir le cœur des Français et de repartir à l'offensive contre la droite et sa politique d'exclusion.
En effet, après la nomination de Pierre Bérégovoy à Matignon, qui a su agréablement étonner lors de son discours d'investiture, et qui continuera à le faire dans ses actes, le Parti socialiste se devait de prendre une grande décision pour relancer l'action de ses militants et en finir avec la crise de langueur qui nous porte préjudice. Pour cela, je tiens à remercier et à féliciter notre jeune et dynamique premier secrétaire Laurent Fabius, et tous ceux qui se sont ralliés à son idée de vouloir réunir, en juillet, un congrès de la rénovation du Parti, pour en finir avec la logique "particide" des courants, pour redéfinir notre stratégie devenue un peu floue et pour établir "le programme de la reconquête" que nous présenterons aux Français, lors des législatives de 1993. A l'issue de ce congrès, notre Parti aura ainsi les capacités de redevenir un parti populaire, proche des préoccupations des Français, capable de barrer la route à la droite et à l'extrême droite en devenant le Parti du rassemblement des forces de progrès.

FABIEN ROUSSEL
Montlignon (95).

A LA BASE

La démocratie ne se limite pas aux élections et l'échec du Parti socialiste à celles-ci est aussi un appel à une autre forme de démocratie.
La victoire, en 1981, de François Mitterrand rendait compte de l'organisation de gens du milieu populaire, des classes moyennes qui, depuis des années, agissaient dans des mouvements (associations, syndicats, mouvements féministes, régionalistes, tiers-mondistes, écologistes, comités de toutes sortes...). Ces mouvements étaient des lieux d'échange, d'élaboration en même temps que de lutte pour faire avancer leurs idées. Cette organisation de la population dans des mouvements divers avait eu, avec l'union de la gauche autour du Parti socialiste, le moyen d'avoir une vie politique porteuse des richesses qui étaient les siennes.
Et aujourd'hui, malgré le RMI, la revalorisation des revenus des personnes âgées, malgré les lois de décentralisation qui donnent plus de pouvoir aux régions, malgré, pour la première fois, une femme premier ministre, un ministère de l'Ecologie... le Parti socialiste est sanctionné. Bien sûr, il y a le chômage, écharde dans le pied de tous les courants politiques, mais il n'explique pas tout de cet échec.
Elus, les responsables politiques ont travaillé. Ils se sont entourés d'experts pour les aider à penser, à élaborer des solutions. Ils ont décidé. La vie politique est devenue leur affaire, l'affaire des élus et de leurs techniciens. Les électeurs n'ont plus vu leurs projets avancer. Ils ne voient plus, dans ceux qu'ils ont élu, ceux qui donnent corps à leurs aspirations, aident leur lutte.
La vie associative, syndicale, a perdu de sa richesse.
Petit à petit, les élus se sont éloignés des forces qui les avaient portés au pouvoir. Ces hommes politiques représentent des forces de changement : "changer la vie" était leur slogan. Installés au pouvoir, ils ressemblent fort à ceux qui les y avaient précédés.
Des hommes dont la politique est le métier, et qui s'accrochent à leur siège. Les quelques politiciens véreux font rejaillir l'opprobre sur tous les hommes politiques.
L'espoir est dans le retour à la politique au quotidien. Il est dans des militants politiques à la base, dans des associations. Il est dans le renforcement de la vie associative sous toutes ses formes. Il est dans le débat permanent entre les élus et les groupes, l'organisation que se donne la population dans tous les domaines pour que les élus ne soient plus les décideurs d'une politique qui ne la concerne pas, mais qu'ils soient ceux qui mettent en forme et en œuvre la politique qui se dégage des citoyens organisés.
La démocratie réelle suppose l'organisation des citoyens à tous les échelons, c'est la vie associative. Elle suppose une vie politique qui donne corps dans les quartiers, les collectivités locales, l'Etat, à l'expression des citoyens. C'est le contraire d'une politique de notables.

PAUL MASSON
Saint-Nicolas (62).

COURANTS

Le Parti socialiste est malade. Les courants... d'air lui ont été néfastes. Si nous avons vraiment envie de le guérir, supprimons d'abord ces courants... d'air. L'échec aux dernières élections, le Parti le doit aux courants (congrès de Rennes). Les militants sincères sont écœurés d'en entendre toujours parler. Avant chaque congrès, on leur demande de choisir un courant (ça manque d'air !). Pour changer quelque chose, si nous voulons continuer d'exister, supprimons-les d'abord, cela ne coûtera rien au budget du PS et fera un bien immense à tous ceux qui croient au véritable socialisme.
Laissons les éléphants de côté, nous ne sommes plus au temps d'Hannibal.

ALPHONSE LEGER
Albertville (73).

BARRE A GAUCHE

Le militant de 74 ans que je suis, depuis 60 ans, se réjouit en lisant le courrier de "Vendredi".
Enfin, ce ne sont pas des défaitistes qui écrivent et qui mettent le doigt là où il doit être mis. Des défaites cuisantes, nous en avons déjà connues, et ce n'est pas cette fois qu'il faut tout abandonner. Mais il faut tirer les conclusions. Bravo donc à André Pagan, de l'Aude, dont je partage toutes les idées ! Bravo à Philippe Malot, un jeune qui y croit toujours ! Bravo à Jean-Marie Stourm, qui montre à juste titre que les "prolos" sont les oubliés de la politique de rigueur, et toi, René Haouni, ne te désespère pas et sois optimiste.
Je tiens à dire combien je déplore le départ d'Edith Cresson, qui ne méritait pas celui-ci, c'est-à-dire les peaux de banane que certains dirigeants ou ministres ont généreusement semé sous ses pas.
Optimiste, je le reste, mais que Béré nous aide ! Qu'il change un peu sa politique de rigueur, que les pauvres ne trinquent plus pour le bien-être des riches !
La politique d'ouverture a bien vécu, il faut en tirer d'urgence les conclusions et, pour cela, remettre la barre à gauche, gauche.

PIERRE DALLIER
Cahors (46).

ECOSOCIALISME

Candidate aux législatives en 1978 et 1981 pour la liste écolo-PSU, je rappelle qu'en ces premières heures de l'écologie les 3% d'électeurs qui nous avaient fait confiance étaient à gauche. Brice Lalonde a utilisé le tremplin offert par le PS. Nous avions, bien sûr, demandé officiellement aux électeurs qui nous avaient fait confiance de reporter au second tour leurs voix sur le candidat PS.
Nous démontrions que la pensée écologiste ne peut être associée qu'à un idéal socialiste : par exemple, les ressources du globe en gaz, pétrole, minerai, étant limitées, une croissance et une productivité exponentielles qui résoudraient, prétendument, certains problèmes sont mathématiquement utopistes. Donc, le chômage ne peut être vaincu que par un partage équitable du temps de travail, avec maintien des gains pour les bas salaires mais réduction financière proportionnelle au temps de travail pour les autres ; le plafonnement des allocations chômage, des retraites, permettrait pour tous un salaire décent. Peut-on tolérer des socialistes qui seraient contre cette idée de partage, d'égalité de tous face au travail ? Le rejet du nucléaire en raison de l'impossibilité de gérer ses déchets et de risques démesurés (Tchernobyl) conduisent au rejet des monopoles et amène une réflexion sur le coût de l'eau qui décuple entre le moment où une commune le gère et celui où la compagnie des eaux s'en saisit. L'arrêt du gaspillage par les riches ne conduit-il pas, à lui seul, à un projet de société ?
L'écologie est une grande idée socialiste. Tant qu'il n'y avait que 3% à le clamer, le PS faisait la sourde oreille et ses sympathisants sont allés gonfler les rangs de ces 15% de Verts dont la plupart aujourd'hui ont perdu de vue cette évidence, et rejettent un parti qui a refusé de considérer leur théorie, qui, traitée d'utopiste, sera, à long terme, la seule réaliste. L'écologie est socialiste.

SUZANNE LACROIX
Antist (65).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Collection Viollet (couv. et p. 6) ; J.-F. Marin / Editing (pp. 3 et 13) ; AFP (p. 7) ; N'Diaye / Imapress (p. 8) ; G. Klein / Sipa-Press (p. 12) ; Stumpf / Sipa-Press (p. 12) ; D. Maillac / Réa (p. 14) ; M. Stewart / Imapress (p. 16) ; D.R. (p. 20) ; A. Jordan / Le Bar Floréa (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 190.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

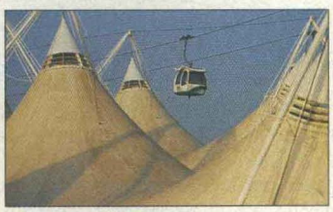
POLITIQUE

4 Vers le congrès de la rénovation
5 Au comité directeur
6 Quand la justice viole la justice
7 • La nouvelle frontière sociale
• La mort de Madeleine Léo-Lagrange
8 • Un projet pour la paix et la prospérité
• Gérard Fuchs : les trois enjeux de Maastricht
10 Henri Emmanuelli : régénérer le discours politique

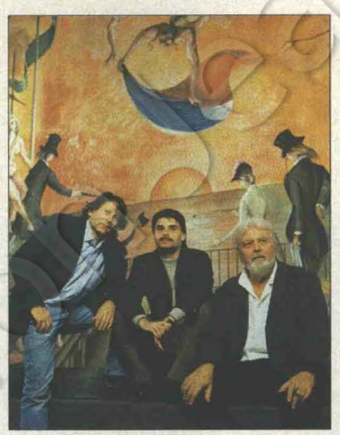
11 à 13 DOSSIER
L'heure espagnole
11 Quel anniversaire ?
12 Le nouveau rêve andalou
13 • Jacques Lang : une façon de fêter le temps présent
• La fête espagnole



▲ François Mitterrand. (p. 8).



▲ L'heure espagnole (pp. 11 à 13).



▲ Polanski chez Offenbach (p. 22).

ECONOMIQUE/SOCIAL

14 • CFDT : la reconstruction
• FNSEA : la fin d'une époque
15 FEN : l'éclatement

INTERNATIONAL

16 • Echec au Labour party
• Boris Eltsine face à ses oppositions
17 François Mitterrand en Turquie

VIE PRATIQUE

18 Sécurité d'abord

CROQUIS

19 • Lettre à...
• Virgil Tanase

CULTURE

21 • Les exclus à La Défense
• Télévision
22 • Post-scriptum
• Polanski chez Offenbach

INVITE

23 Paco Ibañez

Claude Estier

8 avril

Rencontre avec Stanislas Chouchkevitch, président de la République de Biélorussie, qui vient signer à Paris la charte de la CSCE concrétisant ainsi en quelque sorte l'existence internationale de son pays. Après l'avoir entendu évoquer les difficultés du passage de l'autoritarisme à la démocratie, qui sont les mêmes à Minsk qu'à Moscou ou à Kiev, je l'interroge sur l'avenir de la CEI.

- "Il est problématique, répond-il, car nous avons à faire à un réflexe primitif qui est de toujours chercher un ennemi et même de l'inventer quand il n'y en a pas. Et pour beaucoup, l'ennemi c'est le "centre", donc la Russie. Mais les anciennes républiques soviétiques doivent à la fois garder un lien entre elles et ne pas mettre en cause les frontières. Je connais bien, aujoute-t-il, les dirigeants russes et ukrainiens et je suis certain, qu'au-delà de certaines proclamations démagogiques, ils pensent comme nous." Espérons-le.

9 avril

Dépouillée de l'incident de la "liste" qui a provoqué un tohu-bohu à l'Assemblée nationale, la lecture de la déclaration de Pierre Bérégovoy au Sénat a mieux montré l'embarras de la droite qui, mis à part quelques sarcasmes, n'a pas trouvé grand chose à redire au contenu même du discours. Et qui a même été prise de court à l'annonce que le mode de scrutin ne serait pas modifié pour les prochaines législatives. Les mêmes qui expliquaient doctement depuis des semaines que le président de la République préparait un retour à la proportionnelle afin de brouiller les cartes -c'est le cas aussi de plusieurs éditorialistes- s'appliquent soudain à démontrer que Pierre Bérégovoy ne pouvait faire autrement que d'y renoncer. Faisant mine de se réjouir, l'opposition comprend qu'elle vient de perdre d'un coup un terrain de bataille où elle avait déjà accumulé ses munitions contre le chef de l'Etat.

12 avril

Les médias dominicaux glosaient déjà sur la propension des socialistes à se perdre dans des querelles internes sur la nécessité de réunir ou non un congrès. L'accord intervenu, dont seuls s'excluent Jean-Pierre Chevènement et ses amis, leur apporte un démenti : l'heure n'est plus au nombrilisme mais à la reconquête de l'opinion, ce qui suppose, dans les meilleurs délais, un parti en ordre de marche pour un nouveau départ.

13 avril

"Le président est de retour", affirme ce matin un éditorialiste visiblement impressionné par la performance radio-télévisée de François Mitterrand. Lui reprocherait-on de n'être pas intervenu pendant toute la période des élections cantonales et régionales alors même qu'il accepte de prendre sa part dans l'échec du Parti socialiste ? En fait, une page est tournée et le chef de l'Etat s'engage désormais avec toute la force de sa conviction -dont chacun reconnaît la sincérité- dans cette grande affaire qu'est la ratification des accords de Maastricht. Ses réponses aux journalistes ont eu le mérite de clarifier les choses et en particulier la procédure, faisant bien comprendre que celle-ci comporte deux phases distinctes : d'abord les nécessaires retouches constitutionnelles pour lesquelles, sans exclure le recours au référendum, il privilégie la voie parlementaire (ce qui est aussi la position de Valéry Giscard d'Estaing et de l'UDF), puis le débat sur les accords eux-mêmes dont François Mitterrand est convaincu, et la quasi-unanimité des socialistes avec lui, que loin d'affaiblir la France, ils lui offrent un avenir dans le cadre d'une union européenne renforcée. Bien sûr, il y a là un pari. Mais à chacune de ses étapes, la Communauté, à laquelle tant de pays voudraient aujourd'hui adhérer, n'en était-elle pas un ?

vers le congrès de la rénovation

Le PS devrait préparer dans le rassemblement, le congrès du mois de juillet, chargé d'élaborer une stratégie et un programme et d'adopter des mesures de rénovation.



"On a frôlé la catastrophe." Tel était le sentiment de nombreux socialistes, dimanche à midi, à l'issue du comité directeur. Un parfum d'affrontement planait sur ses travaux et aurait pu déboucher sur un Rennes bis. Heureusement, les socialistes -encore traumatisés par le Trafalgar des dernières élections- ont su retrouver les chemins de l'unité. De justesse et avec soulagement. Mais la rapidité avec laquelle sont réapparus les antagonismes de pouvoir au sein de la famille mitterrandiste prouve bien que l'abcès n'est pas encore crevé. Cette bataille interne est pourtant très éloignée des préoccupations des militants et, a fortiori, des électeurs.

Au centre des débats : la proposition du premier secrétaire d'anticiper au mois de septembre le congrès prévu juste après les législatives. Laurent Fabius, qui craignait d'être contesté à la suite d'une éventuelle défaite électorale de 1993, préférait également l'avancer pour d'autres raisons : "La défaite que nous venons de subir, la nécessité de définir précisément notre programme et notre stratégie, l'urgence de nous mettre en position de combat pour les législatives, tout cela milite pour un congrès ordinaire proche."

Il était appuyé par les rocardiens qui, depuis longtemps, demandent un "électrochoc" en direction de l'opinion et souhaitent mettre le PS en ordre de marche au plus tôt... pour confirmer et soutenir Michel Rocard dans son rôle de candidat "virtuel". Ils défendaient l'idée d'un congrès sur la base d'un "contrat de majorité" avec les grandes composantes du PS, susceptible d'éviter tout dérapage et tout déchirement.

En revanche, Lionel Jospin, s'exprimant dans "Le Monde" la veille du comité directeur, redoutait de la part de la direction une "tentative d'une normalisation soft au nom d'une unité mythique" et la "captation de positions de pouvoir par un groupe particulier". Amers, après la récente éviction de leur chef de file du gouvernement, les jospinistes craignaient que le nouveau premier secrétaire du PS ne profitât d'un congrès avancé pour affaiblir leur représentation à la direction du Parti. Samedi matin, au comité directeur, Laurent Fabius, conscient de l'étroitesse de sa marge de manœuvre, prononçait un discours ouvert, prudent et offrait la présidence de la commission des réformes statutaires à Daniel Vaillant, en guise de garantie aux jospinistes. Mais ceux-ci refusaient d'approuver la tenue d'un congrès anticipé. Daniel Vaillant évoquait un calendrier politique très chargé, la nécessité de se tourner en priorité vers les électeurs, compte tenu de la situation précaire du PS. Et Henri Emmanuelli ajoutait : "Un congrès ordinaire doit toujours être une possibilité de débat offerte au Parti et aux militants. Cela ne peut pas être a priori l'interdiction du débat, l'unanimisme garanti (...). Je ne pense pas qu'il faille prendre le risque de voir se développer ou réapparaître des enjeux de pouvoir dans la période."



UN DOUBLE CONGRES

Bref, vers 21 heures 30, lorsque commençait la commission des résolutions présidée par Pierre Mauroy, tous les protagonistes campaient sur leurs posi-

PRECISIONS DE CALENDRIER

- **25 avril :** *journée des premiers fédéraux*
- **29 avril :** *comité directeur et groupes parlementaires sur Maastricht*
- **16 et 17 mai :** *conférence nationale MJS*
- **23 et 24 mai :** *comité directeur d'enregistrement des textes de modifications des statuts et de contrat-programme*
- **13 juin au plus tard :** *journées fédérales*
- **du 13 juin au 3 juillet :** *discussions dans les sections*
- **10, 11 et 12 juillet :** *congrès*

Réuni les 11 et

Ces résultats traduisent plusieurs messages.
• La nécessité de mieux prendre en compte les soucis de nos concitoyens, notamment sur le terrain de l'emploi, de la justice sociale, de l'environnement et de la sécurité.
• L'urgence de réaffirmer dans le concret notre identité de gauche et nos valeurs, en particulier sur le plan moral.
• L'aspiration des Français au renouveau des idées et des pratiques politiques.
Dans cet esprit, le nouveau premier ministre, Pierre Bérégovoy, a présenté au Parlement les priorités du programme d'action du gouvernement, qu'il s'agisse de la vie quotidienne ou des grandes questions qui éclairent l'avenir : travail, éducation et formation, sécurité, environnement, protection sociale, transparence de la vie publique...
Le Parti socialiste exprime sa solidarité avec les orientations du gouvernement, à la réussite duquel il travaillera pleinement.
Dans les semaines qui viennent, cette solidarité se manifestera pour la ratification des accords de Maastricht, ce grand espoir

Fondation Jaurès



tions. "Il aurait été possible de trouver une majorité et une minorité", reconnaîtront plus tard Laurent Fabius et Lionel Jospin. Pour sortir de l'impasse, une solution satisfaisant toutes les parties était adoptée à l'initiative de Bernard Roman. Elle prévoit l'organisation d'un congrès les 10, 11 et 12 juillet, en deux temps. Les propositions concernant la rénovation du PS, et qui seront d'application immédiate, seront adoptées en congrès ordinaire dépouillé de tout enjeu de pouvoir. Le contrat proposé aux Français pour les législatives et la stratégie seront définis dans le cadre d'un congrès extraordinaire. Le congrès ordinaire suivant se déroulera en décembre 1993.

Un tel dispositif rassure les rocardiens favorables à une entente négociée et les jospinistes, dans la mesure où il gèle le rapport de force au sein de la direction du PS pendant un an et demi. Les poperenistes sont sensibles au contrat de gouvernement qu'il permettra de proposer au pays. Enfin, même si Laurent Fabius aurait préféré voir sa légitimité renforcée par un vote des militants dès le prochain congrès, il dispose des moyens d'entreprendre la rénovation du PS, est assuré de ne pas être contesté au lendemain des élections législatives et peut se prévaloir d'une remobilisation du parti dans l'unité pour les prochaines échéances. Seuls Socialisme et République et la Gauche socialiste font bande à part et persistent à s'inscrire de fait dans la minorité du Parti. Pour Jean-Pierre Chevènement et ses amis, pas question d'accepter Maastricht, un congrès "pré-arrangé" et la politique économique actuelle.

Les socialistes n'ont plus que trois mois pour préparer leur congrès, la rénovation du PS et le rassemblement. Celle-ci devrait passer par la poursuite du travail entrepris dans ce domaine avec Pierre Mauroy, par la nomination d'une commission d'éthique présidée par Daniel Mayer et, surtout, par une réduction de l'influence des courants, notamment dans la désignation des instances de direction et des candidats pour les élections. Car, si personne n'envisage d'abolir les tendances qui assurent un pluralisme indispensable à la vie du PS, tout le monde reconnaît que leur emprise grandissante ne favorise pas la promotion de responsables de valeur. L'accélération de la vie du Parti socialiste ne facilitera pas l'implication des militants dans l'élaboration du programme. Mais elle aura peut-être le mérite d'assurer enfin durablement le rassemblement des socialistes. Mieux vaut tard que jamais...

Jean-Pierre Bedeï

Cette semaine, les lecteurs de l'éditorial de Laurent Fabius se reporteront à la lettre que le premier secrétaire adresse aux militants, jointe à ce numéro.

Au comité directeur

12 avril, le comité directeur a analysé les raisons de l'échec électoral du Parti socialiste aux élections régionales et cantonales.

pour la France et pour l'Europe, qui doit tant à François Mitterrand. Les socialistes se trouvent à un moment difficile de leur histoire, qui impose unité et renouveau. Ils doivent agir pour redevenir le pôle de rassemblement des forces de progrès, exigence d'autant plus nécessaire avec le maintien du scrutin majoritaire.

Les voies de l'indispensable renouvellement passent par :

- *la réaffirmation et l'approfondissement de l'identité socialiste ;*
- *la définition d'une stratégie claire ;*
- *l'élaboration, l'adoption et la popularisation d'un contrat-programme en vue des prochaines élections législatives ;*
- *une plus grande responsabilisation des militants et une plus grande démocratisation du fonctionnement du PS permettant un renouvellement de l'action militante qui soit plus proche des Français et mieux articulée avec le milieu associatif ;*
- *la création d'une commission d'éthique qui, sans interférer avec l'action de la justice, éclairera le Parti sur les question déontologiques, elle sera présidée par Daniel Mayer, ancien président du Conseil constitutionnel et de la Ligue des droits de l'homme ;*
- *un dépassement de la logique des courants dans le respect de l'identité de chacun.*

Pour y parvenir, la commission nationale du programme présentera très rapidement ses orientations et une commission spéciale élaborera des propositions de réforme statutaire, pour application dès le prochain congrès ordinaire.

Afin d'adopter les dispositions nécessaires à la rénovation du Parti socialiste, de préciser sa stratégie et de déterminer son contrat-programme, le comité directeur, sur proposition du premier secrétaire, décide de convoquer les socialistes en congrès.

Le congrès aura lieu les 10, 11 et 12 juillet prochains.

Il comportera deux volets. Les propositions nécessaires à la rénovation du PS seront adoptées en congrès ordinaire. Elles seront d'application immédiate.

La stratégie politique et le contrat-programme proposé au pays pour les élections législatives seront arrêtés en congrès extraordinaire sur la base du Projet qui sera présenté par le comité directeur.

Le congrès ordinaire suivant aura lieu en décembre 1993.

Le Parti socialiste appelle l'ensemble de ses militants et de ses sympathisants à débattre et à se rassembler afin de se placer rapidement en bon ordre de marche, de développer ses idées, de se tourner vers les Français, de préparer les échéances qui viennent et de faire échec à la droite et à l'extrême droite. C'est ainsi que, fort d'une identité réaffirmée, le Parti socialiste pourra apporter de nouveau l'espoir aux millions de personnes qui croient toujours à la gauche en France.

Texte voté à l'unanimité (moins dix voix de Socialisme et République). La résolution de la Gauche socialiste a recueilli deux voix.

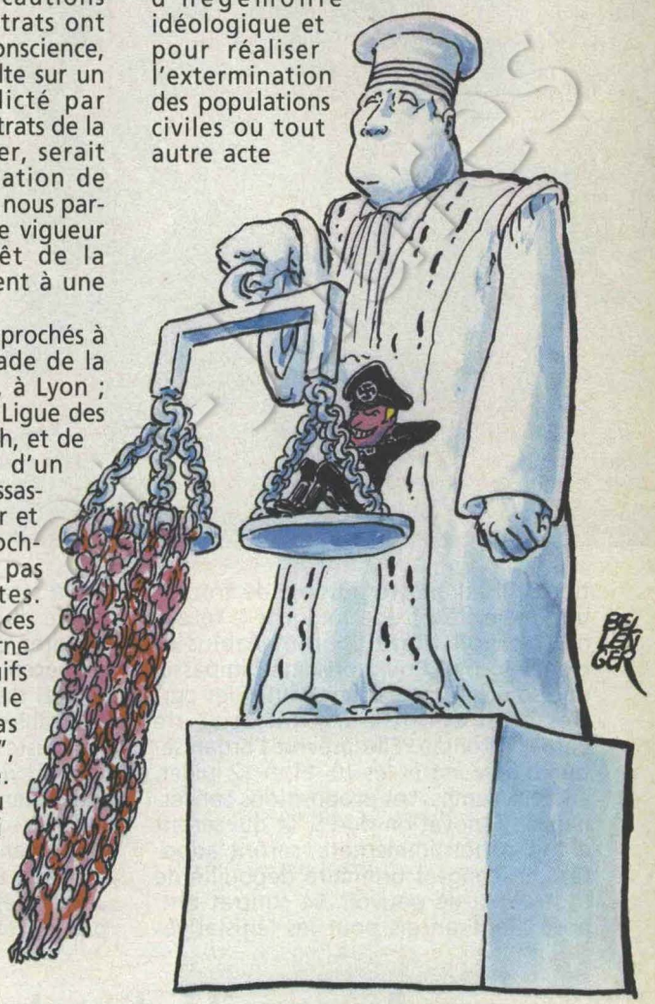
quand la justice viole la justice

Le procès de la milice de Vichy aura-t-il jamais lieu ? Les Français regarderont-ils un jour leur passé en face ? En attendant le verdict de la cour de cassation, le non-lieu accordé à Paul Touvier par la chambre d'accusation évoque une réhabilitation de Vichy et soulève révolte et indignation.

Le non-lieu dont a bénéficié Paul Touvier apparaît comme une véritable provocation. Il intervient à un moment où les interrogations sur notre histoire ont pris une nouvelle dimension. L'audience revigorée d'un courant d'extrême droite héritier direct de celui auquel se rattachait le milicien de Lyon, l'autocritique à laquelle, grâce au cardinal Decourtray, s'est livrée l'Eglise, ont remis dans l'actualité cette grande crise de la conscience nationale qu'est Vichy, selon l'expression de François Bedarida (1). D'aucuns se demandaient avec scepticisme si la société française allait être capable de se confronter avec ce passé peu glorieux. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a répondu non. Qualifiée de "stupéfiante", par Me Alain Jakubowicz, avocat des parties civiles dans le procès Touvier, cette décision a provoqué l'émotion de nombre de responsables de ce pays.

L'impression que la justice violait la justice a été telle que les précautions d'usage à l'égard des magistrats ont volé en éclats. Réaction de conscience, d'incompréhension et de révolte sur un jugement qu'on croirait dicté par l'extrême droite -un des magistrats de la cour d'appel, saisi du dossier, serait même président de l'association de défense de Paul Touvier !- que nous partageons avec d'autant plus de vigueur que les attendus de l'arrêt de la chambre d'accusation obéissent à une certaine logique politique.

Sur cinq des crimes qui sont reprochés à Touvier -l'attentat à la grenade de la synagogue du quai de Tilsitt, à Lyon ; l'assassinat du président de la Ligue des droits de l'homme, Victor Basch, et de son épouse ; la déportation d'un résistant, Jean de Filippis ; l'assassinat d'Elyette et Lucien Mayer et la déportation de Claude Bloch- la chambre d'accusation n'a pas relevé de charges suffisantes. En revanche, elle n'a pas de ces interrogations en ce qui concerne l'assassinat des sept otages juifs de Rillieux-la-Pape. Mais elle considère qu'il ne s'agit pas "d'un crime contre l'humanité", qui seul est imprescriptible. Ce ne serait pas au bénéfice du doute, mais de l'âge -ceux qui ont caché Touvier pendant des années et des années auraient donc eu gain de cause !- que le milicien bénéficie d'un non-lieu. Et si ce n'est pas un crime contre l'humanité c'est, selon la chambre d'accusation "qu'il ne résulte pas que ce crime ait été commis dans l'exécution d'un plan concerté accompli au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique et pour réaliser l'extermination des populations civiles ou tout autre acte





Haute-Savoie : la Milice et des maquisards (hiver 1944).

inhumain, ou des persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux."
A certains attendus du jugement, on peut se demander si elle ne met pas le massacre de Rillieux-la-Pape au rang de crime passionnel : "Il s'agit d'un événement tragique qui a pour cause immédiate l'exécution de Philippe Henriot à Paris. Tout montre qu'il ne peut s'insérer dans un plan méthodique d'extermination froidement exécuté, mais constitue essentiellement une réaction criminelle "à chaud", spectaculaire, féroce et relativement improvisée."
Seulement voilà, Paul Touvier n'était pas un ami de Philippe Henriot, il était chef des renseignements de la milice de Lyon, milice fondée par le gouvernement de Vichy et dont le chef, Joseph Darnand, était ministre. Le fait que ces otages soient juifs ne relèverait-t-il pas "d'une persécution pour des motifs politiques, raciaux ou religieux" ?
Les phrases citées ne donnent qu'un aperçu d'un jugement qui, en 215 pages, se présente non seulement comme une absolution des responsabilités françaises dans les persécutions antijuives, mais comme une justification de Vichy. Au point que certains de ses passages pourraient, si ce n'étaient des magistrats qui les avaient énoncés, tomber sous le coup de la loi Gayssot qui réprime les écrits révisionnistes. C'est si vrai que la chambre d'accusation déclare que "rien ne permet d'accréditer l'idée que Paul Touvier fut, dans cette affaire, l'exécuteur d'une décision prise par les Allemands", comme si Touvier, chef des renseignements de la milice de Lyon, n'avait pas été un des rouages d'un Etat français pratiquant une "politique d'hégémonie suffisamment idéologique" pour accoucher d'une législation antisémite : le statut des juifs. Idéologie qui fut pleinement revendiquée pendant l'Occupation. La "Révolution nationale" avait même un triptyque en lieu et place des principes républicains : travail, famille, patrie.
On aurait voulu démontrer, après le procès de Klaus Barbie, qu'un tortionnaire français ne saurait être jugé à la même aune qu'un bourreau allemand qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Le ministère public et les parties civiles se sont pourvus en cassation. L'affaire n'est donc pas tout à fait enterrée, comme le voudrait la cour d'appel de Paris, même si les juges de la cour de cassation doivent statuer sur la procédure et non sur le fond. On ose en tout cas l'espérer pour l'honneur d'une France que certains, et dans notre magistrature, s'ingénient à perdre.

Bernard Chaouat

(1) In "Vichy et les Français", sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bedarida, Fayard, 788 p., 180 F.

■ EN NOTRE NOM ? ■

Ainsi verrons-nous, sans doute, Touvier mourir libre...
Drôle de France qui, seule en Europe, pendant près de quatre ans, a eu un gouvernement officiel de collaboration avec les nazis et qui, cinquante ans plus tard, n'a pas le courage de regarder en face cette honte de son passé... Mais que penseront de nous ceux qui auront le recul froid de l'histoire ? Mais que doivent penser de nous tous ceux qui ont vu de leurs yeux les policiers français appliquer les ordres des Allemands et même les devancer et qui l'ont payé de leur vie ? Nous serons pour toujours une génération indigne si nous laissons la justice violer notre mémoire. Les Allemands ont eu le courage d'organiser le procès de Nuremberg. La Nuit de Cristal, ils en parlent et exorcisent ainsi leur culpabilité collective. En 1970, le Chancelier Willy Brandt s'agenouilla sur le sol polonais. "Je fis ce que font les hommes lorsque les mots manquent", témoigna-t-il plus tard.
Qui demandera jamais pardon, comme le fit Brandt l'innocent, le résistant de la première heure, à tous ceux qui moururent du fait des Français, puisque collaboration il y eut sous le régime de Vichy ?
Comment exiger que rendent compte de leurs actes ceux qui furent des responsables, sans esprit de revanche mais avec ce que l'on ose à peine appeler l'esprit de justice ? Que penser enfin d'une démocratie dont un des piliers, la justice, parle si peu au nom du peuple français ?
Messieurs les juges de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, vous avez fait injure aux morts de Lyon et d'ailleurs, déportés ou assassinés par la milice.
Messieurs les juges de la chambre d'accusation de Paris, vous nous avez fait honte à nous, vos contemporains, qui sommes comptables de leurs souffrances. Alors, non, décidément non, nous n'avons aucun respect pour vous et nous ne vous reconnaissons pas le privilège de parler en notre nom.

L.C-S.

■ LE SILENCE POUR CONDAMNER ■

Les démocrates ont ressenti comme une grande honte le non-lieu de Touvier. Les responsables français ont exprimé le même sentiment. Seules exceptions, le Front national, par la voix de Bruno Gollnisch, et un de ses anciens élus, Yvon Briant, aujourd'hui patron du CNI. Autre ancienne figure de l'extrême droite convertie à l'UDF, Alain Madelin aurait pu se dispenser de mêler Touvier et Boudarel. Les élus du peuple ont montré qu'ils n'acceptaient pas que l'indépendance de la justice soit prétexte à la plus grande réhabilitation du régime de Vichy par une institution de la République depuis 1944. L'Assemblée nationale a interrompu pendant une heure ses travaux, le mardi 14 avril, pour permettre aux députés de se recueillir, à l'appel du secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, Louis Mexandeau, devant le mémorial de la Déportation.
Lors des questions d'actualité, mercredi, à l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, premier orateur de la séance, a dit avec émotion pour le Parti socialiste, "qu'il ne fallait pas que la collaboration de Français vaille pour eux impunité" et a qualifié certains attendus du jugement de la chambre d'accusation "d'analyse spécieuse sur le régime de Vichy et la milice dont Touvier était un des chefs". "Il faut que nous disions que ces thèses sont des faux", a ajouté le premier secrétaire du PS, qui a souhaité "le silence qui dise qu'il y a lieu de se souvenir et de condamner les criminels d'alors". Après la minute de silence observée par la représentation nationale, Pierre Bérégovoy a déclaré : "La France se sent meurtrie et je comprends l'indignation qui s'est partout exprimée... La loi dispose que les criminels doivent être punis à quelque nationalité qu'ils appartiennent." Le premier ministre a assuré "qu'on ne réhabiliterait pas le régime de Vichy en catimini."

B.C.

la nouvelle frontière sociale

Onze mois pour endiguer le chômage, puis le réduire.
Pierre Bérégovoy compte bien lancer toutes ses forces,
et toutes celles du gouvernement,
dans cette nouvelle forme de bataille contre un fléau ancien.

"Pour lutter contre le chômage, a scandé le premier ministre, il ne faut pas seulement plus de croissance, il faut une croissance plus riche en emplois." La croissance ne se décrète pas, mais on peut l'accélérer. A défaut de bénéficier d'une reprise forte qui créerait quasi mécaniquement des emplois, comme cela avait été le cas à la fin des années 80, Pierre Bérégovoy donne un coup de pouce à l'économie en supprimant plus tôt que prévu le taux majoré de TVA pour relancer la consommation.
Les réformes en faveur du logement prises par le gouvernement précédent allaient, aussi, dans le même sens, ainsi que l'acceptation d'un déficit plus élevé que prévu.
Pour enrichir en emplois la croissance, telle qu'elle est, Pierre Bérégovoy a une idée simple, mais forte : "Plus rare est l'emploi, plus précieuse est la solidarité". Solidarité avec les chômeurs de longue durée, en leur proposant un emploi, une formation ou une activité d'intérêt général avant la fin d'octobre. Solidarité entre salariés aussi, en s'engageant résolument dans le partage du travail.
Ecartant une baisse généralisée de la durée du travail, impossible à mettre en œuvre en l'état actuel des choses, il propose de découper autrement le gâteau des emplois et des salaires existants. Il donne un nouvel élan au travail à temps partiel en instaurant un abattement forfaitaire et permanent des cotisations sociales à la charge des employeurs, en reconduisant dans ce cas l'exo-jeunes, tout en attendant les propositions du commissaire au Plan pour le secteur public.
Il table en outre sur le développement des formules de préretraites progressives avec tutorat de jeunes, à l'exemple de ce qui s'est fait chez Renault. Mais Pierre Bérégovoy n'entend pas s'en tenir là. Il invite aussi les partenaires sociaux à discuter en même temps salaires et effectifs. Pour lier plus explicitement les uns et les autres et affecter prioritairement les gains de productivité à la solidarité.
Car la lutte contre le chômage ne peut être qu'une lutte collective, où chacun a sa part.

Monique Grima

un projet pour la paix et la prospérité

"C'est un projet pour la France, un projet pour la paix et la prospérité". Ainsi, dimanche soir, le président de la République présentait-il le traité de Maastricht devant les chaînes de télévision et les radios. Une leçon de pédagogie et de popularisation de ce thème qui va concentrer l'attention pendant de nombreuses semaines.

François Mitterrand a trouvé des accents convaincants pour plaider la cause de la construction européenne et rappeler l'importance pour la France et pour l'Europe de ce choix fondamental. Premier souci, la procédure de révision de la Constitution. Le Conseil d'Etat a décidé dans l'article premier de son avis rendu jeudi que la ratification du traité devait être précédée de la modification de la Constitution sur trois points importants : l'attribution du droit de vote à tous les citoyens européens, la disparition du franc au profit de la monnaie unique, l'attribution au conseil des ministres européen de l'octroi des visas aux étrangers. Deux possibilités existent, la voie référendaire, utilisée par de Gaulle pour introduire l'élection du président de la République au suffrage universel, ou bien la voie parlementaire, vote du même texte par les deux assemblées, puis vote par le Congrès. Le président répond : "Je saisirai le Parlement, c'est-à-dire les deux assemblées de ce projet de révision... Pour ce qui touche le problème de la révision, c'est à l'évidence, à mes yeux, un problème parlementaire... Je souhaite que les assemblées facilitent le travail de la France. Pour cela, il faut qu'elles acceptent la révision. Si les parlementaires sont en mesure de réunir une majorité des trois cinquièmes sur les textes de la révision, je ne vois pas pourquoi j'irais compliquer les choses avec un référendum... Si telle n'est pas la volonté des deux assemblées, je me trouverai devant un problème politique grave et, bien entendu, je serai obligé de m'adresser à l'ensemble des Français pour trancher."

"Si le Parlement veut m'aider dans la tâche que j'ai entreprise, je verrai de quelle manière non pas chercher comment diviser, scinder, singulariser tel ou tel groupe mais chercher à les unir autour d'un grand acte national. Il ne peut pas être renégocié. Il faudra dire "oui" ou "non". Et il ne peut pas être ajourné."

Sur le fond, la ratification du traité lui-même, ensuite, ferait l'objet d'une loi ordinaire soumise au Parlement avec dernière lecture à l'Assemblée. Quant aux enjeux de ce texte essentiel, ils tiennent à cœur au président.

"Le problème est de savoir si la France s'engage dans une grande entreprise d'où elle sortira plus forte, plus grande, ou, au contraire, si elle s'isolera pour perdre son destin... Il y a deux types d'adversaires du traité. Il y a ceux qui sont contre par principe, il y a ceux qui sont contre mais qui n'osent pas le dire. Ceux-ci se réfugient dans une volonté procédurière de retardement."

"C'est un projet pour la France. Je veux que les Français vivent dans une zone de paix et qu'ils s'y installent pour longtemps, sinon même pour toujours. Cela, c'est une immense réussite, réussite déjà pratiquement enregistrée depuis plusieurs décennies, mais qu'il faut conclure... C'est aussi un traité, pas simplement pour la paix, mais pour la prospérité de la France."

Parfaire l'Europe va avec des transferts de souveraineté, des abandons de prérogatives nationales qui ont été négociés et entérinés dans le texte de Maastricht. Ces évolutions font grincer les dents de nombreuses personnalités qui en appellent aux notions de patrie et de compétence nationale. Sur ce point, il s'agit de se montrer rassurant et d'expliquer encore et toujours que l'Europe va dans le sens de la France.

"On peut parfaitement harmoniser et allier ces deux notions : notre patrie ne va pas disparaître, la France continuera d'être la France, mais elle est déjà mêlée aux grands espaces du monde, elle est



les trois enjeux de Maastricht

"La France, c'est notre patrie, l'Europe, c'est notre avenir." François Mitterrand a voulu faire partager aux Français sa conviction européenne. Identité nationale, emploi, détente. Gérard Fuchs explique.

Quelle appréciation portez-vous sur les positions des forces politiques françaises concernant à la ratification du traité ?

Gérard Fuchs, secrétaire national du PS aux Relations internationales. Il y a des forces qui y sont clairement opposées : le PCF et le Front national. Le PS a soutenu la démarche du président de la République. L'opposition est partagée entre son souci d'unité interne et de réelles divergences de fond sur le sujet. Son souci d'unité peut conduire soit à un alignement de l'UDF sur le RPR soit l'inverse. La ratification de Maastricht



déjà mêlée à tout ce qui se passe en Europe, elle n'est pas indépendante, isolée et certains théoriciens dans ce domaine rêvent au fond de réenfermer la France derrière ses frontières, et derrière des réglementations protectionnistes, qui aboutiraient très vite à notre ruine. C'est pourquoi, en plusieurs circonstances, par exemple en 1983, dans une circonstance difficile, j'ai choisi de rester en Europe. Si j'avais le sentiment de nuire en quoi que ce soit à la grandeur de la France, je ne le ferais pas. J'ai le sentiment, la conviction, au contraire, de servir la grandeur de la France."

"Il y a beau temps qu'il y a eu des transferts de souveraineté de la France à l'Europe. Cela a commencé dès la signature du traité de Rome, ce n'est pas nouveau. Eh bien, on va continuer... Je reconnais que la monnaie, c'est quelque chose de capital, que c'est un transfert de souveraineté plus important que la plupart de ceux qui ont été décidés jusqu'ici. Est-ce qu'on ne va pas perdre notre indépendance monétaire ? Mais croyez-vous que nous l'ayons, avec douze monnaies séparées?
"En réalité, dans ce monde d'aujoud'hui très ouvert, la Communauté, à partir du 1er janvier prochain, n'aura plus ni frontière, ni barrière intérieure, c'est-à-dire que nous serons hors d'état de défendre notre économie. Notre économie, de toute manière est interdépendante... Nous sommes en attendant soumis aux décisions du dollar. Nous sommes soumis à la puissance du yen, du mark allemand aussi... On aura droit à la discussion, à la parole. Les décisions sur les monnaies, et notamment le mark, se prendront à douze, elles ne seront plus des décisions seulement nationales."
"Nous bénéficierons tous d'une citoyenneté européenne, en même temps que d'une citoyenneté française... Mais il ne faut pas que le citoyen européen se substitue au citoyen français lorsqu'il s'agit de démarches proprement nationales."
Le débat ne fait que commencer et, le président l'a promis, il y prendra toute sa part. Le calendrier est serré, le traité doit être ratifié d'ci à la fin de l'année et entrer en vigueur dès janvier 1993. Si la France ne ratifiait pas ce traité, il ne pourrait entrer en application, c'est l'Europe toute entière qui se trouverait stoppée et la France sortirait de la Communauté, ont déjà fait valoir de nombreux responsables socialistes. De leur côté, les adversaires du projet, qu'ils soient du RPR, de l'UDF et même du PC ou du PS, envisagent de se grouper et esquissent ainsi de nouvelles recompositions. Que feront-ils alors du Front national, qui fait de son refus de Maastricht sa bannière depuis des semaines ?

L.C.-S.

---

suppose que nous agissions pour que cette dernière éventualité se réalise. Cela signifie qu'il ne faut pas chercher à utiliser la ratification à des fins de politique intérieure pour ne pas déstabiliser la fraction européenne de l'UDF. La crédibilité accrue que nous gagnerons à une bonne ratification de Maastricht sera notre récompense. En chercher davantage serait courir le risque de faire tout échouer. Or, il s'agit d'une échéance majeure pour l'avenir de notre pays.

Quels sont les principaux enjeux ?
Il y en a trois. La perte de marge de manœuvre de nos gouvernements, quels qu'ils soient, face à l'internationalisation des problèmes, le risque d'une hégémonie croissante des Etats-Unis, enfin la résurgence inquiétante des nationalismes en Europe, à l'Est, mais aussi peut-être chez nous. Au premier défi, Maastricht répond en créant un niveau de décision politique à la mesure des difficultés économiques et en redonnant par conséquent un sens aux choix démocratiques.
Au deuxième défi, Maastricht répond en créant une politique étrangère et de sécurité commune, qui peut faire de la Communauté un contre-poids réel aux Etats-Unis. Au troisième défi, Maastricht oppose la notion de citoyenneté européenne, qui permet la coexistence des identités nationales et d'une mise en commun efficace de souveraineté. Rendre à la politique son rôle dirigeant est pour moi la raison d'être essentielle du traité.

Doit-on craindre, comme certains le disent, des conséquences négatives pour l'emploi ?
Je considère qu'il n'y a plus de solution de fond au recul du chômage qui ne passe par le cadre européen. Seule une plus grande coopération des politiques économiques des Douze peut nous permettre de retrouver une croissance plus forte et, donc, de disposer de plus d'emplois. Une politique efficace de réduction de la durée du travail n'est pas imaginable dans notre seul pays. Certains prétendent que notre choix européen est aujourd'hui responsable du haut niveau de nos taux d'intérêt. C'est exact.
Mais il n'y a pas d'autre chemin pour sortir de cette situation que la création d'une monnaie unique que nous cogérerons avec l'Allemagne, ce qui sera un avantage évident par rapport à aujourd'hui. Il suffit de lire les journaux allemands pour voir qui, à Maastricht, a fait sur ce sujet, les concessions les plus importantes.

Qu'adviendra-t-il de notre défense ?
La nature et le coût des technologies de demain rendent difficile le maintien d'une défense strictement nationale. Nous sommes placés devant ce choix en matière d'armement : construire européen ou acheter américain. Je ne vois pas comment J.-P. Chevènement espère échapper à cette alternative. Le choix européen est, au plan militaire comme au plan économique ou agricole, le seul qui ne nous permette d'espérer contrebalancer la puissance américaine.

Vit-on, avec Maastricht, une nouvelle querelle des anciens et des modernes ?
Le débat se situe entre ceux pour qui l'Etat-nation représente la fin de l'histoire et ceux qui considèrent que les problèmes de demain devront être réglés à l'échelon continental, voire planétaire.
N'oublions pas que l'Etat-nation est une création récente et reconnaissons la nécessité de son dépassement possible dans le respect des identités nationales. Les socialistes, qui reconnaissent aujourd'hui le marché, tout en refusant d'en faire le seul déterminant de notre avenir, ne peuvent que chercher à organiser le pouvoir de décision politique au niveau où se posent les véritables difficultés.

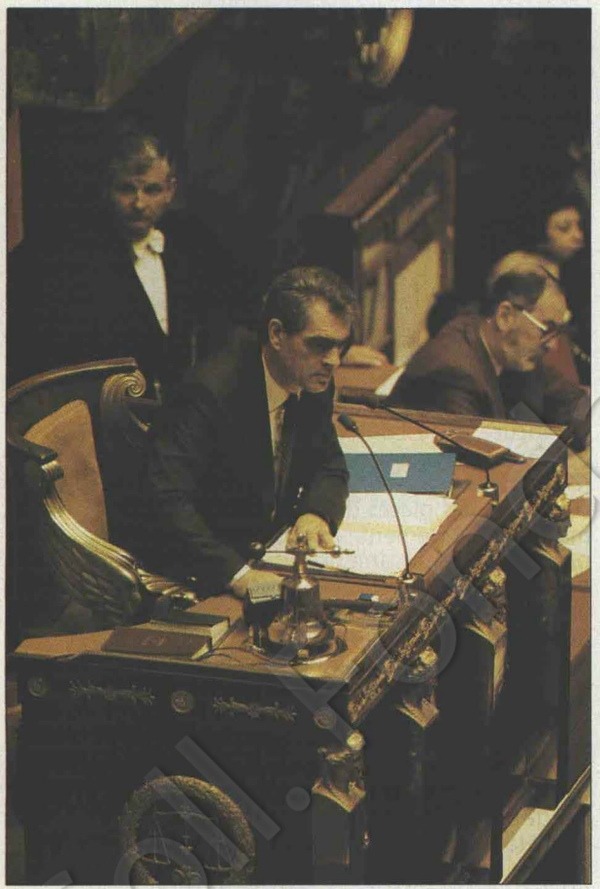
Propos recueillis par J.-P.B. et G.T.

Henri Emmanuelli : "Régénérer le discours politique"

Alors que s'ouvre le débat sur Maastricht, nous avons demandé à Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, son point de vue sur l'Europe, la politique sociale et la session qui s'ouvre.

Les socialistes demandent au gouvernement un peu plus de social. Or, les marges de manœuvre économique du gouvernement restent limitées. Quelles mesures sociales peuvent-elles être prises pour répondre davantage aux aspirations de l'électorat de gauche ?

Henri Emmanuelli. J'ai toujours personnellement refusé d'accepter cette facilité consistant à opposer les partisans des grands équilibres à ceux qui souhaitent que l'on tienne un peu plus compte de l'attente sociale de notre électorat.



S'il n'existe pas, en effet, deux politiques économiques possibles, il y a toujours des marges de manœuvre, des choix qui peuvent être opérés et ont une signification politique précise pour notre électorat. Cela touche des domaines aussi divers que l'aménagement du territoire, la fiscalité, le partage du pouvoir dans l'entreprise, etc. Je ne conçois pas que l'on puisse être de gauche et exclure de ces fameux grands équilibres économiques les équilibres sociaux.

Au comité directeur du PS, en prenant l'exemple du travail le dimanche, vous avez exprimé la crainte qu'une certaine déréglementation entraîne une régression sociale. N'est-il pas nécessaire, pourtant, d'adapter les conditions de travail à l'évolution des modes de vie ?

Il ne faut avoir ni le culte ni le refus total de la flexibilité. Mais pour se donner des airs de modernité, on va légiférer sur la question du travail le dimanche. Lors de toutes les réunions que j'ai faites ces dernières semaines, les gens m'ont interrogé à ce sujet. Ils ne comprennent pas un tel projet. Des artisans y sont opposés car cela les obligerait à travailler le dimanche pour faire face à la concurrence des grandes surfaces.

En Allemagne, en Grande-Bretagne, en Suisse, les magasins sont fermés le dimanche ; les conservateurs ne se posent pas ce type de question. Pourquoi n'y aurait-il que la France, dans la Communauté des douze, pour assouplir ce système ? Cela ne créera pas d'emplois car le pouvoir d'achat des gens n'étant pas extensible, ceux qui dépensent le dimanche ne dépenseront pas le samedi suivant.

Au moment où les forces politiques sont émiettées et où les messages se brouillent, quels sont les clivages entre la droite et la gauche ?

Les évolutions de notre société mettent cruellement en évidence les nécessités pour les socialistes de se moderniser dans le fond comme dans la forme. Je ne pense pas pour autant que les grands clivages entre la gauche et la droite se soient estompés. Je suis persuadé que toute démocratie vit de l'affrontement entre un camp conservateur et un camp progressiste, entre un camp qui croit à la capacité pour le marché de réguler à lui seul la société et un camp qui souhaite l'intervention de la collectivité pour contrecarrer l'injustice inhérente au marché, un camp attaché au monde tel qu'il est pour le meilleur et pour le pire et un camp qui veut construire le monde de demain.

De ce point de vue, les clivages entre la droite et la gauche ne me paraissent pas modifiés par les résulats du scrutin de mars dernier. Notre problème, tel qu'il me semble avoir été mis en évidence par le verdict des urnes, est bien différent. Il est de savoir si les socialistes sont encore capables d'incarner aux yeux des Français cette tradition, cette réalité, cette aspiration qui me semblent être toujours présentes. Si les messages politiques se brouillent, ce n'est pas parce que les grands clivages se sont estompés, mais plutôt parce que nous n'avons pas toujours su montrer avec force ce qui fait leur spécificité. En cela, nous avons entretenu un certain nombre de confusions...

La session parlementaire sera dominée par le débat sur l'Europe. Quels sont les enjeux de la ratification du traité de Maastricht qui est loin de faire l'unanimité sur l'échiquier politique ?

J'espère que nous aurons là l'occasion d'un vrai débat de fond qui nous permettra de donner une dimension stratégique, j'oserai même dire historique, à notre action. Je suis persuadé que la démocratie ne pourra sortir de la crise qu'elle traverse que par le haut, en donnant une nouvelle dimension à la citoyenneté. Pour moi, c'est là, sur le terrain politique et non sur un autre, que se situent les enjeux. Il y aura les frileux et les autres et ce débat permettra certainement d'effectuer un certain nombre de clarifications. Au Parti socialiste, Jean-Pierre Chevènement développe des analyses justes mais passéistes. Il refuse de considérer que le mouvement va permettre de dépasser les contradictions qui existent sur le moment.

Laurent Fabius avait engagé des réformes visant à moderniser le fonctionnement de l'Assemblée et à renforcer le rôle du Parlement. Avez-vous l'intention de proposer également des mesures dans ce domaine ?

Le travail entamé par Laurent Fabius me paraît hautement positif et devra être prolongé. Pour autant, pour moderniser notre assemblée, il me semble que notre première priorité doit être de tout faire pour redonner toute sa dimension au débat politique. C'est du moins dans cet état d'esprit que j'ai l'intention de travailler.

Lors du dernier comité directeur, le PS a trouvé un modus vivendi jusqu'en décembre 1993. En quoi est-il très différent de celui instauré au lendemain du congrès de Rennes ?

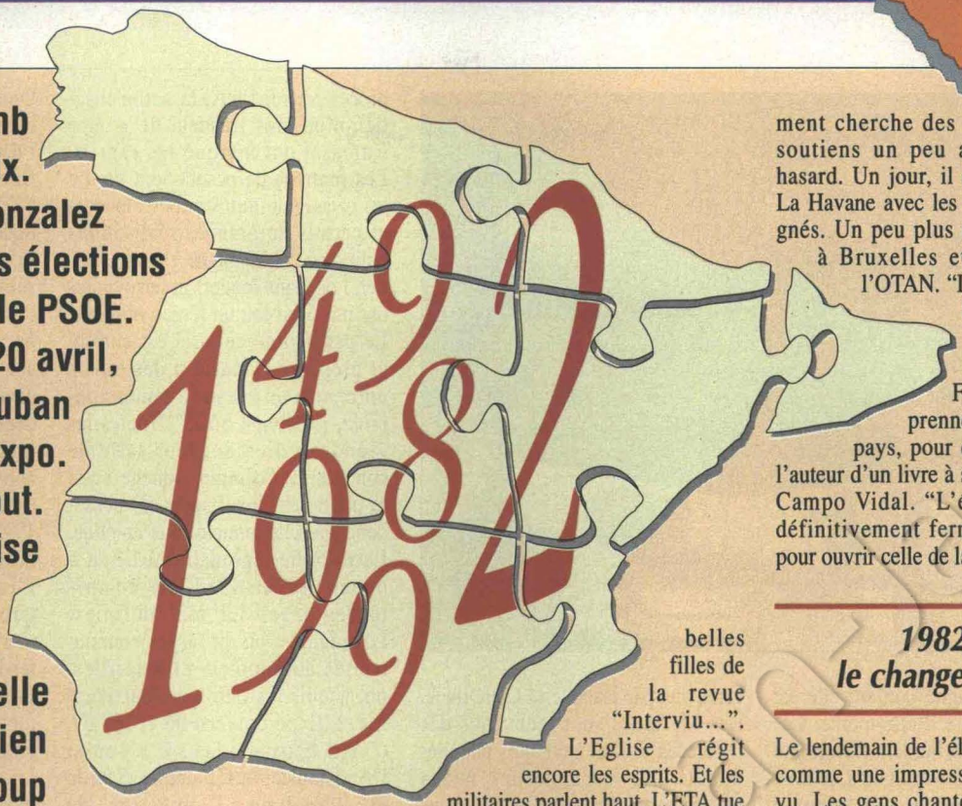
Le contexte est très différent. A Rennes, nous avons vécu une tentative d'assaut sur la direction pour changer le premier secrétaire. Personne aujourd'hui ne veut remplacer Laurent Fabius. Nous n'avons pas intérêt à mener ce type de guérilla. Nous avons à travailler vite et ensemble.

Au PS, tout le monde donne-t-il le même sens au mot rénovation ?

Je n'aime pas beaucoup ce mot qui a déjà été utilisé par Noir et Baudis. Le Parti socialiste est exsangue, il faut donc faire des réformes. Mais il ne suffira pas de modifier les statuts, il faudra régénérer le discours politique.

Propos recueillis par J.-P.B.

DOSSIER



1492, Colomb part de Cadix. 1982, Felipe Gonzalez gagne les élections avec le PSOE. 1992, le 20 avril, il coupera le ruban de Séville-Expo. Ce n'est pas tout. Barcelone organise les J.O. d'été, Madrid accueille l'Europe culturelle et Saint-Sébastien donne le coup d'envoi du Tour.

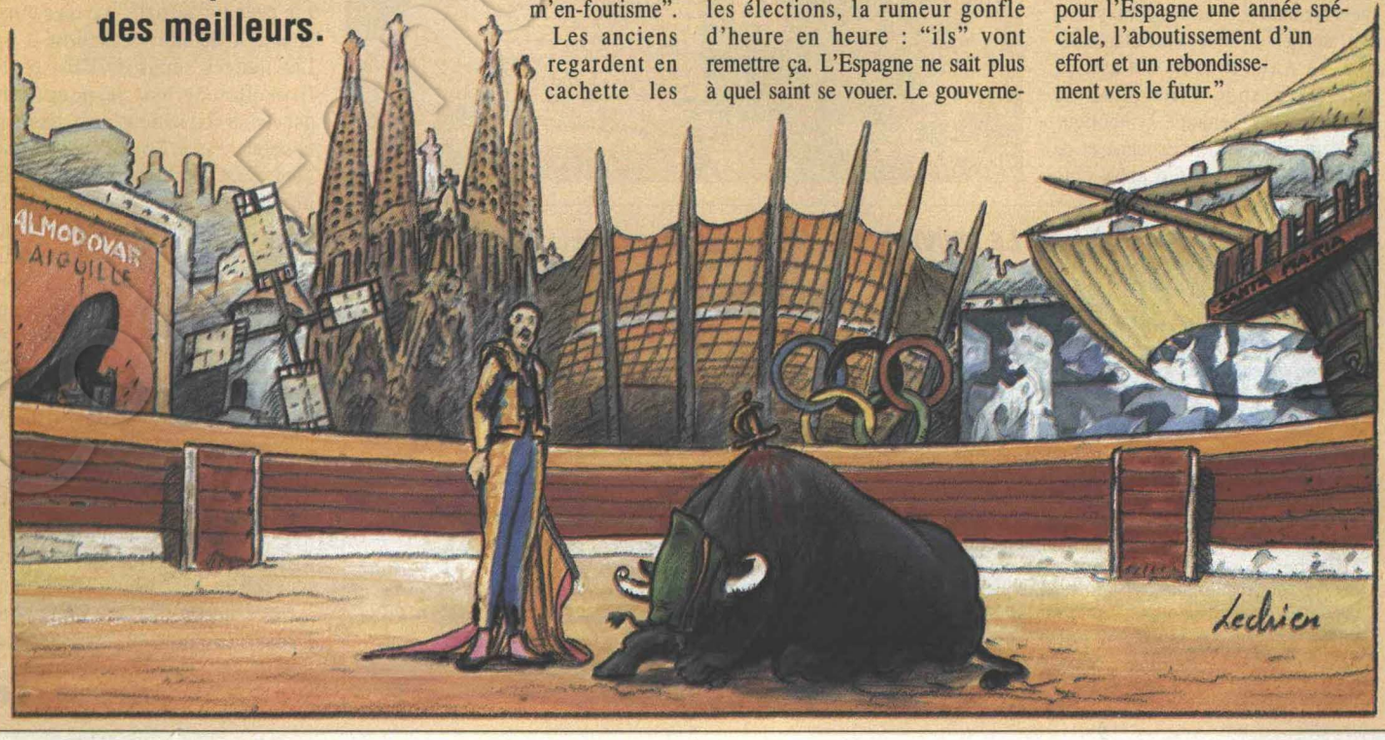
QUEL ANNIVERSAIRE ?

En dix ans, l'Espagne a fait une échappée spectaculaire et rejoint le peloton des meilleurs.

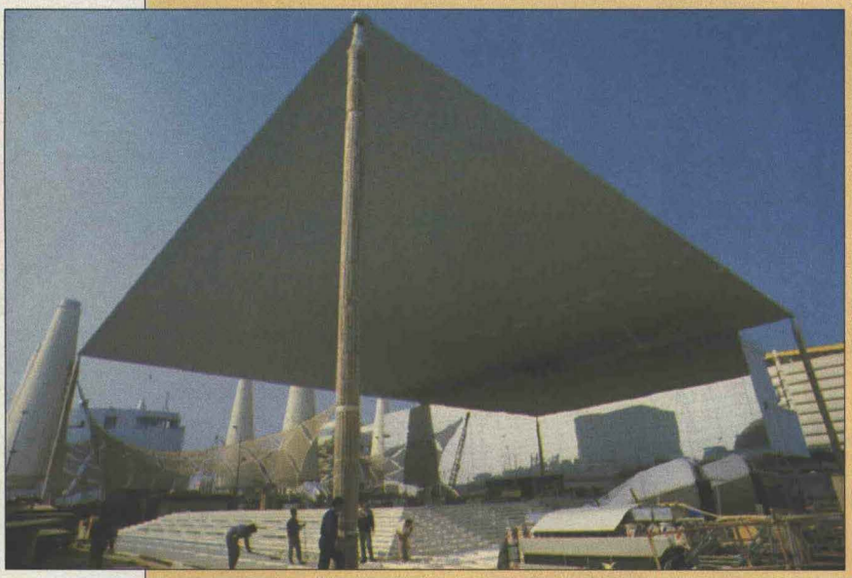
En 1980, pour Juan Luis Cebrian, journaliste au "Pais", "l'Espagne a peur". Deux ans plus tard, à la veille des élections générales, le frisson est collectif. Le monde d'hier, la dictature n'en finit pas de mourir. Le futur est indéchiffrable. Les jeunes s'abandonnent au "pasotismo", le "je-m'en-foutisme". Les anciens regardent en cachette les belles filles de la revue "Interviu...". L'Eglise régit encore les esprits. Et les militaires parlent haut. L'ETA tue encore plus qu'avant Franco. Le chômage pousse sur les aciéries et les chantiers navals en perdition. En ces temps de doute, il n'y a plus de capitaine sur le pont. Le parti majoritaire, l'UCD, a implosé. Le premier ministre, Adolfo Suarez, a démissionné. Le Parti communiste, pilier de la résistance, se déchire. Sur les murs, de ville en ville, on lit "Sous Franco, on vivait mieux". Tel un diable à ressort, l'extrême droite bouscule le pays. Le 23 février 1981, le colonel Tejero donne la chair de poule à plusieurs millions d'Espagnols. Le 27 octobre, un jour avant les élections, la rumeur gonfle d'heure en heure : "ils" vont remettre ça. L'Espagne ne sait plus à quel saint se vouer. Le gouvernement cherche des soutiens un peu au hasard. Un jour, il est à La Havane avec les non-alignés. Un peu plus tard, il va à Bruxelles et entre dans l'OTAN. "La majorité des Espagnols, le 28 octobre 1982, veut que Felipe Gonzalez prenne en charge le pays, pour en finir", écrit l'auteur d'un livre à succès, Manuel Campo Vidal. "L'électorat veut définitivement fermer une porte pour ouvrir celle de la modernité."

1982, le changement

Le lendemain de l'élection, il flotte comme une impression de jamais vu. Les gens chantent, s'embrassent, pleurent.
Le 30 novembre, devant la Chambre des députés, Felipe Gonzalez revendique cette émotion. "J'ai la conviction, leur dit-il, de faire beaucoup plus que de me soumettre à une simple disposition constitutionnelle (...). Nous vivons une journée historique et décisive pour notre futur. Historique parce qu'aujourd'hui commence le changement ; décisive parce que, dès nos premiers pas sur ce nouveau chemin, nous en ouvrons en même temps le tracé."
Dix ans plus tard, le 24 mars 1992, dans la même salle, il tire le bilan de ses dix années au pouvoir. "1992 est pour l'Espagne une année spéciale, l'aboutissement d'un effort et un rebondissement vers le futur."



Dossier préparé par Jean-Jacques Kourliandsky

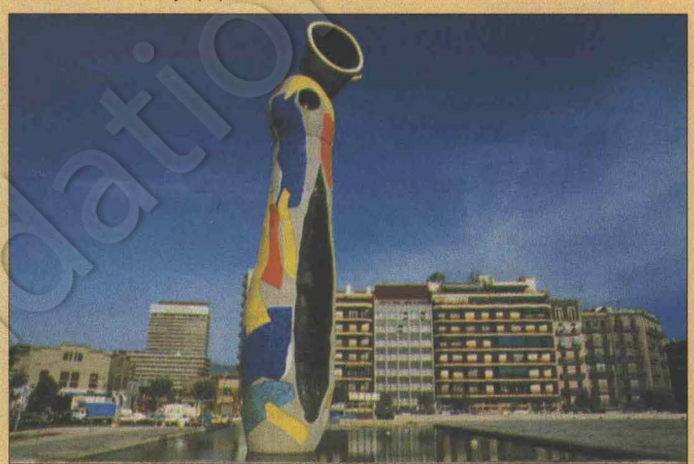


▲ *Séville : le pavillon français.*

Si, hier, l'Espagne doutait, elle est aujourd'hui sûre d'elle-même. Les survivances du bunker franquiste sont oubliées. Les militaires, professionnalisés, n'ont plus d'ambition politique. Les officiers travaillent comme leurs homologues de l'Alliance atlantique. A l'occasion, ils collaborent au maintien du droit et de la paix, en Afrique australe et en Amérique centrale. L'armée n'est plus un sujet tabou.

Personne n'a rien dit quand un cinéaste, Jaime de Arminan, a tourné en dérision les vieilles badernes incapables d'oublier la guerre civile et de se former aux techniques nouvelles. L'Eglise a perdu ses privilèges. Elle n'est plus financée par l'Etat. Elle ne régente plus les mœurs. Le droit à l'interruption volontaire de grossesse est désormais reconnu. Les autres confessions sont sorties de leur semi-clandestinité. Le roi et la reine ont assisté, dans la grande synagogue de Madrid, à la cérémonie symbolique de réconciliation de l'Espagne et de ses juifs, chassés il y a aussi cinq cents ans par Isabelle la Catholique. Les Marranes sont redevenus des Séfarades. L'Etat a conquis une crédibilité. Les fonctionnaires, mieux payés, ne peuvent plus cumuler les emplois. Ils sont à leur poste, même s'ils ont préservé la pause sandwich de 11 heures. L'administration des finances y a gagné une efficacité redoutée... et reconnue. Quelques procès retentissants, la nationalisation d'un gros fraudeur, le groupe Rumasa, ont marqué les esprits. Les rentrées de pesetas ont gonflé les caisses du ministre des Finances et permis de grandes réalisations collectives. L'Espagne est un chantier. Les plans routiers et ferroviaires ont mis à niveau un réseau obsolète. Le patrimoine culturel est enrichi et préservé. Madrid a désormais un centre de création contemporaine, le "Reina Sofia". Toutes les grandes villes ont leur salle de concert. Le "cambio" touche aussi le quotidien. Les Espagnols possèdent une citoyenneté plus étendue. La réforme régionalisant l'Etat a harmonisé, en 1983, des compétences jusqu'ici mal définies. Les régions -on dit ici les communautés autonomes- et les villes, ont acquis les outils de leur identité. L'Expo universelle et les JO, c'est l'Espagne, mais c'est aussi l'Andalousie, la Catalogne, Séville et Barcelone. L'objection de conscience a été réglementée. L'école est désormais gérée par les conseils scolaires, associant professeurs, parents et élèves. Une loi sur les 40 heures a été votée en 1983.

▼ *Barcelone, ville olympique.*



Deux domaines symbolisent ces bouleversements : la diplomatie et l'économie. L'Espagne était isolée. Elle occupe aujourd'hui sa place à l'ONU, la CEE et l'Alliance atlantique. F. Gonzalez a tranché la question de l'OTAN en 1986, par référendum. Le choix occidental, l'entrée dans la CEE, ont élargi un horizon étroit. "Nous perdons de la souveraineté pour en gagner", a pu dire le président espagnol. La présidence de la CEE en 1989, la tenue, à Madrid, en 1991, de la première conférence israèlo-arabe, les sommets ibéro-américains de 1991 et 1992, témoignent d'une écoute internationale inédite.

L'Espagne était essoufflée économiquement. L'ouverture du pays, mariée à la bonne gestion, a fait sauter les indices. La croissance a progressé de quatre points par an en moyenne. Le chômage, traditionnellement élevé, a chuté de sept points. Les investisseurs étrangers font la queue pour sauter les Pyrénées.

La confiance et l'énergie espagnoles ont pris un nom qui a fait le tour du monde, la "movida", le mouvement.

L'Espagne au bord d'une crise de nerfs ?

Le Centre national des jeunes tendances théâtrales présente à Madrid, un travail collectif intitulé "Avec précipitation". Madame Artur, héros ou héroïne de ce collage, gémit sur la movida perdue. "Nous étions si modernes (...). Quelle nostalgie, la movida. Il ne reste rien, rien... J'ai peur et j'ai froid." Le rêve espagnol est-il définitivement brisé ?

Les nuages venus de l'Est et de Bruxelles agitent le peuple de gauche et les nationalistes basques et catalans. Le Nord n'est plus au nord, l'Est n'est plus à l'est. L'économie s'échauffe. Les syndicats aussi. La fraîcheur des engagements d'hier s'émousse. Le quotidien politique se lit aussi dans les faits divers. La "movida" culturelle et politique cherche un second souffle. Antonio Gala, chantre du nouvel âge, parle "d'incertitudes". Mais il ajoute très vite : "Qu'est-il donc arrivé en 1982 (...) ? Ne s'agissait-il pas de faire fonctionner le pays ? Conforter une démocratie fragile ? Bien sûr, il faut comprendre qu'il est difficile d'admettre que les promesses se font plus rapidement qu'elle ne réalisent." C'est vrai à Madrid, c'est vrai aussi à Paris, à Berlin ou à Rome. ■

■ LE NOUVEAU REVE ANDALOU ■

L'Andalousie a fait rêver Gustave Doré et les romantiques. L'expo 92 fait rêver les Andalous.

Cœur de l'Espagne traditionnelle, Cordoue, Grenade, Séville, attirent toujours les amoureux de saveurs fortes. Le flamenco, les courses de taureaux, les processions et la misère gitane ont ici un goût d'authenticité. Le passé arabe, les villes au nom de frontière, ajoutent au mystère.

Les libertés retrouvées, les Andalous ont revendiqué cette différence et leur marginalité. Ils en ont fait le symbole de leur identité, pour exiger les mêmes droits que ceux du Nord, les riches Basques et Catalans. Brandissant un drapeau vert et blanc, couleur d'islam, ils ont porté le PSOE au pouvoir régional en juin 1982 et obtenu un statut spécial. Le PSOE et ses dirigeants andalous sont aujourd'hui à Madrid. Ils pensent à l'Espagne, ils pensent aussi à l'Andalousie.

La commémoration du voyage de Christophe Colomb, il y a 500 ans, est un grand projet espagnol. Il symbolise la réussite d'une transition politique, sociale et économique. Mais Colomb est parti des côtes andalouses en 1492. Le projet est donc aussi l'occasion d'un rattrapage économique. Hier, l'Andalousie était un cul de sac exotique. L'expo lui donne l'image d'une Californie européenne. Le gouvernement a profité des circonstances pour moderniser les communications. Le TGV, en espagnol AVE, Grande Vitesse espagnole, arrive à Séville depuis quelques jours. Un réseau de voies express irrigue la région. L'aéroport de la capitale andalouse a été refait. L'île de l'expo, la Cartuja, a une vocation de centre technologique et scientifique. La constitution de ce pôle de matière grise mobilise les acteurs régionaux et l'Etat. La région, l'Institut de développement andalou, l'université, l'Etat, unis sous le label "Cartuja 93", ont déjà pêché de gros poissons. Alcatel, IBM, Philips, Siemens et plusieurs entreprises locales de pointe ont décidé, en effet, de jouer la carte andalouse.

Cela suffira-t-il à changer de cap, à éponger le chômage qui touche ici 24% de la population active ? Pour l'Andalousie, c'est déjà beaucoup.

JACK LANG :
"UNE FAÇON DE FETER LE TEMPS PRESENT"

Le 20 avril, l'exposition universelle de Séville ouvre ses portes. Gérard Delage, commissaire général, assisté de Régis Debray, conseiller culturel, a organisé l'ensemble de la participation française. Jack Lang en explique la portée.

Pourquoi la France a-t-elle souhaité être présente à Séville ? Quels sont les points forts de cette présence ?

Comment la France aurait-elle pu ne pas être présente à une exposition qui, avec le développement sans précédent des moyens de communication, va plus que jamais mériter son titre d'exposition universelle ? La France doit jouer pleinement son rôle dans l'ordre du monde qui voit actuellement le jour et dans la mise en place de ses nouveaux équilibres à commencer, évidemment, par la consolidation d'une Europe vraiment unie.

La France, pour cette exposition qui va durer près de six mois, a choisi le thème de la "découverte par le savoir". Elle recevra dans un pavillon dont la forme très audacieuse est en elle-même un événement. Les architectes, Jean-Paul Viguier, Jean-François Jodry et François Seigneur ont choisi la transparence et la fluidité pour un espace de verre et de métal d'une grande originalité. A l'abri d'un toit qui apparaîtra comme un carré de ciel bleu, le parvis, composé de 500 balles de verre, conduit à un puits d'images vers lequel les visiteurs pourront se pencher à partir d'un promenoir de 1.200 m2. Concrètement, le pavillon proposera une histoire des découvertes successives du savoir, suivant un parcours qui commence par un manuscrit médiéval et qui se termine avec l'image numérique.

Le pavillon de la France ne sera pas seulement un lieu d'exposition mais aussi un espace de rencontre et d'échanges privilégiés. La France va pouvoir mieux faire connaître son savoir-faire dans tous les domaines, qu'il s'agisse de culture ou de haute technologie. Le pavillon de la France sera donc particulièrement ouvert à nos entreprises, aux PME/PMI, aux instituts de recherche et aux collectivités locales.

Peut-on vraiment célébrer avec faste et sans une certaine retenue le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique ?

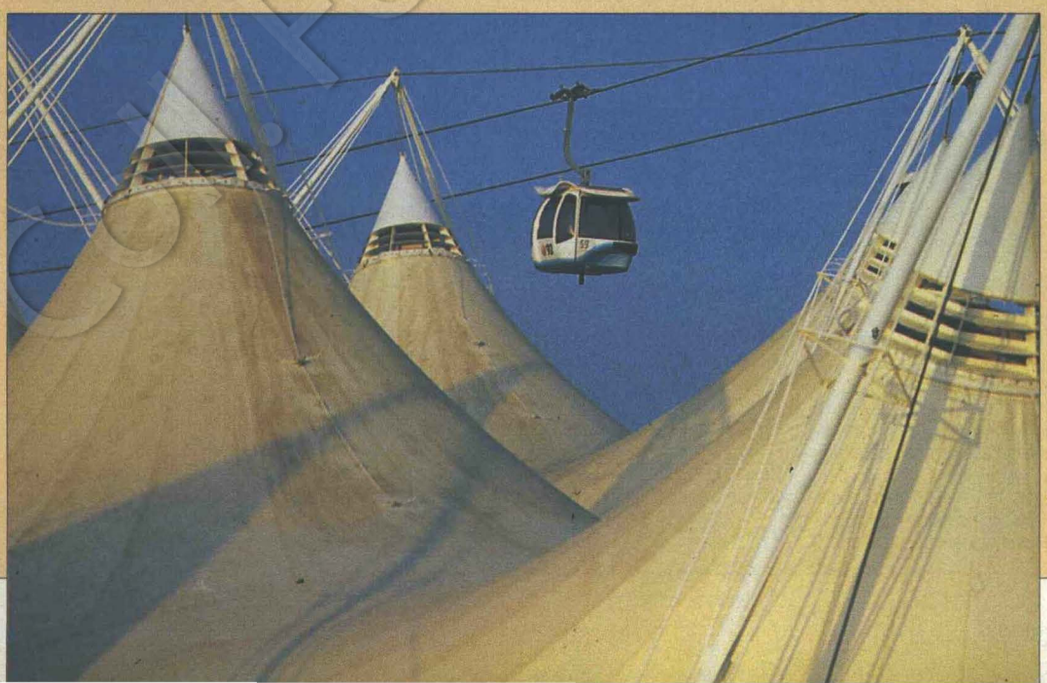
La rencontre de deux mondes est en soi un événement assez prodigieux pour qu'on le commémore. Comment ne pas admirer l'audace, l'ambition, l'intelligence qui ont permis à Christophe Colomb de parvenir, contre vents et marées, à bon port ? La célébration du cinquième centenaire est aussi et surtout une façon de fêter le temps présent : c'est-à-dire un univers qui s'est agrandi d'un fabuleux continent et de possibilités nouvelles dont nous sommes loin d'avoir fait le tour.

Mais nul ne songe à cacher les exactions qui furent commises par les colons. Des populations furent massacrées, et de magnifiques civilisations méprisées. Nous en rassemblons et nous en conservons aujourd'hui les admirables vestiges. La célébration du cinquième centenaire sera aussi un mémorial, un hommage rendu à ces premiers Américains.

Les relations franco-espagnoles seront-elles renforcées par cette présence française à l'Expo 92 ?

Bien sûr. Elles sont d'ailleurs déjà très fortes et très anciennes. N'oublions pas que le roi Juan Carlos est le descendant direct de Louis XIV. Vous le voyez, la présence française en Espagne ne date pas d'hier. L'exposition universelle va donc constituer avant tout le prolongement naturel, le renouvellement d'une relation que l'Europe unie va rendre encore plus fructueuse. Une Europe qui doit sans aucun doute se rééquilibrer vers le Sud. De ce point de vue, la France a un rôle de premier plan à jouer, elle qui touche à l'Europe aussi bien par son versant méridional que septentrional. Inversement, l'Espagne veut plus que jamais sortir d'un relatif enclavement géographique. Et, pour ce faire, c'est tout naturellement qu'elle tourne les yeux vers la France.

Propos recueillis par G.T.



Séville, le télécabine.
Une exposition symbole d'une réussite politique, sociale et économique.

LA FETE ESPAGNOLE 1992

La fête espagnole se décline géographiquement et chronologiquement, du Nord au Sud, et de janvier à décembre.

Au Nord-Ouest, Saint-Sébastien, la Basque, va donner le coup d'envoi du Tour de France. L'Espagne et les Basques sont fiers de leurs traditions sportives. Pedro Delgado, Miguel Indurain, ont marqué le cyclisme européen ces dernières années. La France et le Tour leur doivent beaucoup. Le maire de la ville, les supporters locaux, ont voulu cette manifestation. Elle doit donner l'image d'un Pays basque compétitif et ouvert sur la vie.

Au Nord-Ouest, Barcelone, la Catalane, accueille les Jeux olympiques. La ville a fait peau neuve. Les installations sportives ont poussé comme des champignons autour du vieux stade olympique de Montjuich remis à neuf. La ville a récupéré ses plages de la Barceloneta et un front de mer. Pour la première fois, une langue régionale bénéficiera de l'universalité réservée au français, langue officielle des Jeux, à l'anglais, et à l'espagnol.

Au Sud, tout au bout, Séville, l'Andalouse, organise l'Exposition universelle, l'Expo des découvertes. Dans une île à l'abandon, face à la Tour de l'or et à la Giralda, un monde a surgi en quelques mois. La Cartuja, c'est son nom, présente les réalisations marquantes de la création, de l'invention et des découvertes. 500 ans après le voyage de Christophe Colomb, cent dix pays, vingt-trois organisations internationales, quarante-sept entreprises, les dix-sept régions espagnoles, présentent le meilleur sur 215 hectares. Plusieurs millions de visiteurs sont attendus. Chaque journée doit être une fête. La France en aura deux, le 6 mai et le 14 juillet.

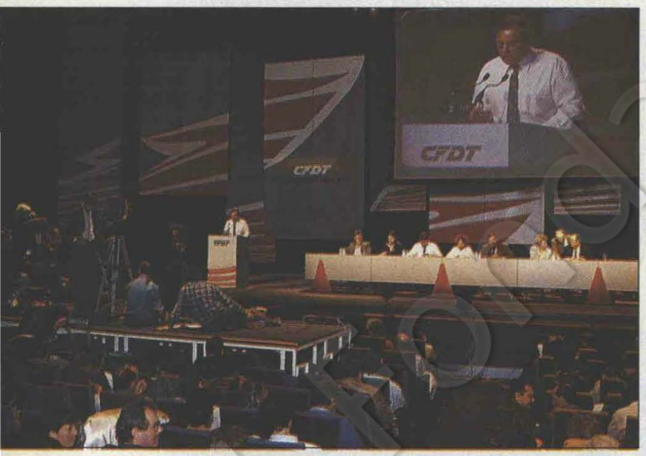
Au milieu, au cœur de la Castille, Madrid, capitale de l'Espagne, est aussi, et pour un an, celle de l'Europe culturelle. 1.200 manifestations ont été labellisées par le comité organisateur, "COM 92". La "movida" avait perdu ses couleurs, l'Europe lui donne un second souffle.

CALENDRIER

- **1ER JANVIER-31 DECEMBRE,** Madrid, capitale de la culture.
- **20 AVRIL-1ER OCTOBRE,** Séville, Exposition universelle.
- **4 JUILLET, SAINT-SEBASTIEN,** départ du Tour de France.
- **25 JUILLET-9 AOUT,** Barcelone, Jeux olympiques.

syndicalisme : un seco

La social-démocratie française fonctionne sans les outils de la social-démocratie européenne, déplorait Laurent Fabius, le week-end dernier. Le PS ne dispose pas de relais comparables à ses homologues des grands pays voisins : syndicats peu représentatifs, mutuelles qui se cantonnent dans un rôle de services, associations en perte de bénévoles. Les crises syndicales auxquelles nous assistons sont-elles les signes précurseurs d'une recomposition ?



42E CONGRES DE LA CFDT

après la grogne, la reconstruction

Les structures n'aiment pas qu'on les bouscule. Les militants l'ont fait savoir à Jean Kaspar, en votant chichement les textes qui leur étaient soumis. Mais ils les ont votés.

Le 42e congrès de la CFDT n'a pas failli à la tradition, il a été aussi turbulent que les précédents. L'opposition est toujours aussi forte, aux alentours de 40%, mais comme elle n'est pas organisée, elle n'est en mesure de proposer aucun contre-projet. En revanche, alliée à certaines unions départementales (les UD), elle a réussi à retarder une réforme à laquelle tenait la CFDT pour s'engager dans la rénovation de ses structures : les unions régionales ne seront pas les seules structures interprofessionnelles qui pourront tenir congrès, comme le souhaitait la direction sortante. Les UD conserveront donc leurs prérogatives et la faculté de tenir, elles aussi, congrès.

Pour le reste, la grogne qui s'est manifestée est restée... à l'état de grogne. Elle n'a pas empêché l'adoption des textes. L'option réformiste est confirmée, malgré certaines nostalgies comme celle d'un militant de Besançon qui, après avoir participé à tous les congrès de la CFDT depuis 1964, relevait que les mots capitalisme, autogestion, exploitation étaient "passés aux oubliettes". Les oubliettes ont, pourtant, failli être ouvertes, quand 47% des délégués ont voté contre l'affirmation de "la réalité incontournable" de l'économie de marché, malgré les mises en garde de Jean Kaspar : "Cessons de mener des combats d'arrière-garde. Battons-nous plutôt pour mettre le marché au service du progrès social, pour corriger les inégalités et les exclusions qu'il produit spontanément."

Remous, également, autour du chèque syndical, versé par l'employeur, que rejettent 41% des congressistes. "La vraie question qui se pose, selon l'un d'eux, est de savoir si le chèque syndical est ou non un acte d'adhésion." Quoiqu'il en soit, les expériences déjà menées seront poursuivies et d'autres pourront voir le jour. "Leur multiplication, affirme la résolution finale, est indispensable pour permettre une véritable évaluation."

C'est sur les convergences syndicales avec les centrales réformistes que les militants ont le plus renâclé : 43% ont demandé que la CGT ne soit pas systématiquement écartée de la démarche. Sur le terrain, c'est elle qui est le plus souvent présente et non les syndicats réformistes : "Nous ne fréquentons pas les mêmes restaurants", notait avec humour un délégué, tandis qu'un autre faisait remarquer qu'on "ne peut pas se contenter d'ignorer éternellement la CGT". "Ne confondons pas, plaidait Jean Kaspar, unité d'action et stratégie de reconstruction du syndicalisme. Bien sûr que l'unité d'action sur des sujets précis, ponctuels, peut s'envisager avec la CGT ainsi qu'avec d'autres organisations syndicales."

La stratégie de coopération avec les organisations réformistes s'inscrit, au contraire, dans la durée. Allant plus loin, la CFDT va proposer la création d'un comité de coordination qui permettrait à la CFDT, à FO, à la FEN, à la CGC et à la CFTC de coordonner leurs interventions au plan communautaire, à l'exemple de ce qui se fait déjà en Italie et en Belgique.

La mauvaise humeur est une chose, l'adoption des textes en est une autre. Même mal votés, les textes s'imposent. La CFDT peut maintenant s'engager dans la voie de la reconstruction.

M.G.

■ FNSEA ■
LA FIN D'UNE EPOQUE

Le départ de Raymond Lacombe de la présidence de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), entériné le 9 avril par le 46e congrès de cette organisation, marque la fin d'une époque. Celle de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) qui, dans les années 50 et 60, à été le principal creuset de formation des cadres et dirigeants du syndicalisme agricole. Le passage à la JAC représentait un état d'esprit particulier. Une philosophie même, une sorte d'humanisme au service de la solidarité professionnelle.

Raymond Lacombe en était issu et, avec le départ de ce petit agriculteur aveyronnais, c'est toute une lignée qui s'éteint. Rupture politique également. Succédant en 1986 à François Guillaume, devenu ministre de l'Agriculture, Raymond Lacombe a toujours cherché, pendant la durée de son mandat, à rompre avec les pratiques d'instrumentalisation politique de son prédécesseur. Le refus de toute récupération politique lors de la manifestation monstre de l'automne dernier en témoigne. Son successeur saura-t-il, moins d'un an avant des éléctions législatives, garder la même ligne de neutralité politique ?

Il faut l'espérer, tant les échéances qui attendent l'agriculture demandent une unité sans faille. Celle du GATT tout d'abord, où tous, jusqu'à présent, se retrouvent unis derrière Louis Mermaz pour refuser les diktats américains (démantèlement unilatéral des subventions européennes). Celle non moins importante de la réforme de la politique agricole commmune, qui consiste à vouloir faire mieux pour le plus grand nombre, sans altérer les capacités exportatrices de la France. Un double débat, que Raymond Lacombe suivra dorénavant en cultivant ses framboisiers.

P. N.

BREF... EN BREF... EN BR

■ Le taux normal de TVA à 18,6%, au lieu de 22%, est appliqué aux voitures de tourisme et aux motos de plus de 240 cm^3, depuis le 13/4, conformément aux engagements de Pierre Bérégovoy devant le Parlement. Sont également affectés du taux de 18,6%, les locations et crédits-bail portant sur les voitures de tourisme, les matériels électroniques grand public, les appareils photos et caméras, les supports du son et de l'image, la parfumerie, la bijouterie-joaillerie et les fourrures. En revanche, restent au taux de 22% les tabacs, le loto, le PMU, les biens et services pornographiques. La morale est sauve !

nd souffle ?

FEN
l'éclatement

Quarante-cinq ans après sa fondation, en pleine guerre froide, la Fédération de l'Education nationale est menacée d'éclatement.



La rupture est quasiment consommée entre la majorité UID (Unité, indépendance et démocratie), animée par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC), qui dirige depuis l'origine la fédération, et la minorité UA (Unité-action), à travers le plus puissant de ses syndicats, le SNES (Syndicat des enseignements de second degré). Opposition simplement politique entre une direction proche des socialistes et une opposition liée aux communistes ? Pas si simple. Les deux syndicats majoritaires sont loin d'être d'une seule couleur.

DES CULTURES DIVERGENTES

Les divergences culturelles et de pratiques professionnelles sont au moins aussi importantes que les clivages politiques : d'un côté, des instituteurs qui prêchent depuis des années pour un corps unique d'enseignants de la maternelle à la terminale ; de l'autre, un syndicat de professeurs de lycée, certifiés ou agrégés pour la plupart, attachés au caractère disciplinaire de l'enseignement, quelque peu bloqué sur ses corporatismes.
Résultat : une fédération ingouvernable dès lors que ses décisions ne sont plus respectées par une partie de ses syndicats. La direction soutenait-elle les instituts universitaires de formation des maîtres ? Immédiatement, le SNES s'élevait contre, au nom de la défense des disciplines. La direction montait-elle au créneau pour promouvoir les modules de seconde ? Le SNES s'engageait à bloquer toute mise en œuvre de la réforme sur le terrain...
Comment une fédération peut-elle fonctionner quand une partie de ses troupes combat ses propres mots d'ordre ? Il faut "clarifier la situation", "vider l'abcès", demandait Guy Le Néouannic, sécrétaire général de la fédération, lors du dernier conseil fédéral. "Fédérateur de l'anti-FEN à l'intérieur, le SNES se présente et agit à l'extérieur comme une FEN-bis, attaché à détruire l'image de la FEN et de sa direction aux yeux des syndiqués", accuse Guy Le Néouannic." "Démolition en règle de la FEN par phases successives, dénonce, de son côté, Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES." Il faut arrêter cette folie scissionniste, nous avons tous une place dans une FEN pluraliste", renchérissent les minoritaires. C'est nous, aujourd'hui, mais, demain, tous ceux qui déborderont de la ligne fixée par la direction générale seront éjectés."
C'est vrai : la FEN ne peut plus fonctionner quand ses deux principaux syndicats se battent sur des positions radicalement antagonistes. Le spectacle surréaliste de la manifestation du 12 octobre dernier, où la FEN défilait pour soutenir la réforme des lycées tandis qu'à quelques rangs, dans le même cortège, le SNES défilait contre, était à cet égard édifiant. Certes, les enseignants ne sont pas toute la FEN, mais ils représentent plus des trois-quarts de ses troupes.

DEPASSER LES CORPORATISMES

Aiguë, la crise est aussi le reflet d'une période de transition. Formés ensemble dans les IUFM, les futurs enseignants auront désormais la même culture, qu'ils professent en primaire ou en secondaire. Dès lors, un syndicat unique n'aura plus à gérer des antagonismes dépassés. Les enseignants ont tous intérêt au renouveau du système éducatif. Le statu quo, outre qu'il pénalise gravement la majorité des enfants, ne profite pas à des enseignants de moins en moins à l'aise face à des élèves très différents de ceux qu'on les a préparés à former. "Travailler autrement", l'enjeu du congrès de la FEN de La Rochelle, en 1988, est plus que jamais d'actualité. Les enseignants le savent bien. Il faudra dépasser les corporatismes, construire ce syndicat unique capable de dynamiser le système.
Garder la forteresse FEN ne suffira pas. Il est urgent de l'ouvrir largement, de renoncer aux interminables querelles d'appareil, de renouer le lien avec la base. Sinon, la FEN, qui est tombée de 520.000 adhérents en 1980 à 350.000 aujourd'hui, ne sera bientôt plus qu'une coquille vide.
Douloureuse, violente, complexe, la crise actuelle sera-t-elle l'occasion de sortir le syndicalisme enseignant de l'ornière ? L'enjeu, en tout cas, est décisif pour l'avenir de la social-démocratie française.

P.J.

EF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ **18% seulement des entreprises pensent augmenter leur encadrement cette année. Selon l'Association pour l'emploi des cadres, le recrutement a diminué de 13% en 1991. L'embauche des jeunes diplômés a été plus forte que prévu alors que celle des cadres confirmés a baissé de 13%.**

■ Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles a stagné en 1991, alors qu'il avait augmenté de 4% en 1990. Selon l'enquête annuelle de la Banque de France, les effectifs ont diminué de 2% en 1991 après avoir augmenté de 0,5% l'année précédente.

■ **Pour les entreprises de travail temporaire. les affaires vont mal. Durant les trois premiers mois de 1992, le volume des heures travaillées est encore plus bas que le faible niveau atteint l'an dernier. Par rapport à une base 100 en janvier 1990, janvier 1992 se situe à 85, février à 80 et mars à 89,5.**

■ Elections prud'homales le 9 décembre 1992. Salariés et employeurs éliront les 15.000 conseillers qui siègeront dans les 282 conseils de prud'hommes. Les employeurs doivent s'inscrire et inscrire leurs salariés sur les listes électorales avant le 5 mai. Pour faciliter les démarches, la procédure a été simplifiée et modernisée.

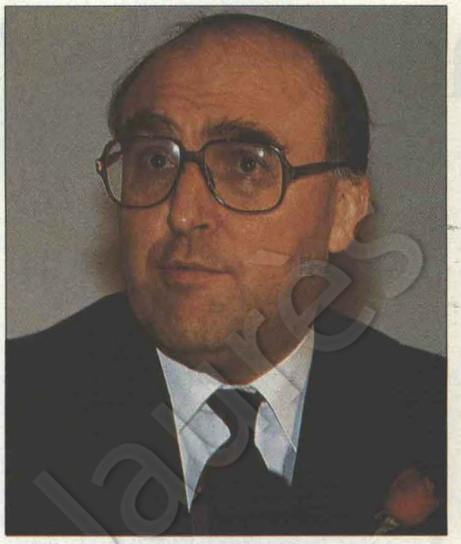
■ **La fréquence des accidents du travail (0,9%) a légèrement diminué en 1990 si on la compare à l'évolution des effectifs salariés, 2,8%. En revanche, d'après la CNAM, les accidents sont plus graves : le nombre de ceux avec arrêt de travail a progressé de 3,7%.**

■ Les tarifs du gaz domestique ont baissé de 3% le lundi 13 avril. Ils ont retrouvé leur niveau d'avant la hausse consécutive à la guerre du Golfe.

ELECTIONS BRITANNIQUES

échec au Labour party

Incontestablement, l'élection du jeudi 9 avril est une victoire pour le Parti conservateur. John Major, déjouant tous les pronostics, l'a emporté, malgré une progression travailliste significative.



▲ *John Smith, le futur leader du Parti travailliste ?*

Quarante sièges gagnés : la poussée travailliste est réelle, surtout dans le centre de l'Angleterre (Midlands, Lancashire) et dans certains quartiers de Londres. Ailleurs, et notamment dans tout le Sud du pays, elle est nettement insuffisante pour assurer la victoire.

En effet, les conservateurs ont sans aucun doute réussi à mobiliser la totalité de leur électorat potentiel, puisqu'ils conservent grosso modo le même nombre de voix qu'il y a cinq ans : la participation électorale a atteint un niveau record. Le fait que les travaillistes soient apparus comme les grands favoris les a certainement desservis, en permettant une meilleure mobilisation de leurs adversaires. Les conservateurs, bien sûr, n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens pour faire peur. Ils ont distribué dans le pays entier des tombereaux de tracts faisant croire que les travaillistes allaient augmenter les impôts, alors que cette augmentation ne visait que les riches. Ils ont brandi la menace de l'éclatement du pays sous prétexte que les travaillistes et les libéraux-démocrates étaient favorables à la régionalisation ! Les ficelles étaient grosses et, pourtant, elles ont atteint leur but.

Mais les 43% de Britanniques qui ont voté tory ont certainement rendu un mauvais service au pays. Un certain nombre d'entre eux le savent, puisqu'ils n'osaient même pas avouer aux instituts de sondages qu'ils allaient voter pour le Parti conservateur. C'est la victoire du court terme sur le long terme, de l'égoïsme sur le bien public. C'est le renoncement. Car, au dernier moment, un nombre suffisant d'électeurs n'a pas eu le courage de sauter le pas en faveur d'une politique plus volontariste et pourtant nécessaire (même le "Financial Times" avait fait savoir qu'il pensait qu'une victoire travailliste serait plutôt une bonne chose pour le pays). Finalement, cette victoire est celle de la paresse : il est si doux de se laisser aller sans effort au lent déclin que connaît la Grande-Bretagne, plutôt que de s'engager dans un sursaut salutaire qui permettrait de remettre le pays sur la voie du renouveau !

Evidemment, ce déclin n'est pas perçu par beaucoup de Britanniques. Certes, il faut reconnaître que Margaret Thatcher avait remis un peu d'ordre dans une situation économique très dégradée (grèves incessantes, très fortes hausses des salaire entraînant une forte inflation, etc.). Il est non moins vrai qu'elle a continué à accorder de fortes augmentations de salaire, notamment aux classes moyennes, qu'elle a pu financer grâce au pétrole de la mer du Nord et à la vente de la plus grande partie du secteur public alors que, parallèlement, toutes les infrastructures du pays (transports, écoles, hôpitaux) étaient privées des investissements pourtant nécessaires. Ainsi, le bien-être dans lequel semble baigner une partie de la population, surtout au Sud, est-il fallacieux, aussi fallacieux que celui de l'Espagne de XVIIe siècle qui vivait de l'or des Indes sans investir dans l'économie du pays.

Car l'économie réelle de la Grande-Bretagne se porte très mal. Ne prenons qu'un exemple, celui de l'automobile. Il ne reste plus aujourd'hui qu'un seul fabricant d'automobiles à capitaux britanniques, Rover. Outre que les Japonais possèdent une participation minoritaire dans l'entreprise, sa part du marché britannique n'est plus que de 15%, soit 2% du marché européen. Les deux fabricants français, dont on entend dire sans arrêt qu'ils sont en difficulté, possèdent encore pourtant 20% du même marché.

RUSSIE

Boris Eltsine face à ses oppositions

La Russie vient de vivre sa première crise ministérielle alors que la démocratie y est encore fragile. La tentation d'un pouvoir fort demeure chez une population inquiète.

Malgré le compromis élaboré sous la forme d'une "déclaration de conciliation" entre Boris Eltsine et le Congrès des députés du peuple de Russie, la première crise ministérielle de l'ère post-communiste a dépassé par son ampleur et ses enjeux le cadre feutré des joutes politiciennes : démission du gouvernement russe, suivie par celle du gouvernement de la ville de Moscou en signe de solidarité, appels à des manifestations de soutien dans le camp démocrate.

Après des mois d'opposition feutrée, a enfin éclaté le conflit qui opposait à la direction russe de nombreux députés du Soviet suprême de Russie, un parlement composé de nombreux représentants de l'ancien régime Désorganisés, démoralisés à la suite du putsch d'août 1991, ils avaient gardé un profil bas jusqu'à ces dernières semaines dans un pays qui tente péniblement de mettre en place une économie de marché sur fond de crise économique et sociale. Sur un espace traversé de tensions nationales, tandis que se déroule un important débat constitutionnel sur la fonction présidentielle, et alors que les conflits sanglants se multiplient aux marches de la CEI, ils ont cru venu le moment de lancer une offensive contre un gouvernement accusé d'être responsable de tous les maux. Baroud d'honneur, tentative de sabotage des réformes ?

Cette opposition dépourvue de programme et de soutien populaire a-t-elle cru pouvoir en découdre avec le pouvoir russe pendant que la population traverse de graves difficultés économiques ? Baisse drastique du niveau de vie, danger grandissant d'un chômage qui pourrait frapper des millions de salariés dans un pays soumis à une thé-

La stratégie économique travailliste, axée sur l'investissement industriel et la rénovation des infrastructures, avait pour but de mettre fin à ce déclin. Le nouveau gouvernement de John Major semble avoir compris que la simple continuation de la politique thatcherienne était impossible. Mais la pente sera difficile à remonter.
Les travaillistes ont maintenant quatre ans pour se remettre en ordre de bataille. On ne peut pas s'empêcher de penser que la présence à la direction du Parti de Neil Kinnock, dont la cote de popularité dans le pays a toujours été désespérément négative, a peut-être été un handicap : finalement, à côté d'un John Major qui n'a jamais fait peur à personne, Neil Kinnock restait un souvenir vivant de l'époque de Margaret Thatcher. Avec sa démission, lundi dernier, c'est paradoxalement le dernier vestige du thatcherisme qui s'en va.
Il faut cependant saluer l'œuvre incontestable de celui qui a su sauver le Parti travailliste du déclin, reconstruire une majorité interne et le recrédibiliser.
Le nouveau chef de file devrait être John Smith, qui était jusqu'ici Chancelier de l'Echiquier fantôme et est unanimement respecté, au sein du Parti, et même bien au-delà. Il a quatre ans devant lui pour tenter, une nouvelle fois, de mener les travaillistes à la victoire.

Axel Queval

■ FRANÇOIS MITTERRAND : ■ LA TURQUIE JOUERA UN RÔLE ÉMINENT EN EUROPE

"La Turquie relève de l'espace européen, si ce n'est au sens géographique exact, du moins dans ses acceptions économiques, culturelles, militaires et politiques..." Par cette déclaration, François Mitterrand n'a certes pas annoncé aux dirigeants turcs leur entrée dans la Communauté européenne. Mais il les a assurés de plaider leur cause auprès des Douze : "Quelles que soient les conclusions du Conseil européen de Lisbonne (sur l'élargissement de la CE), il demeurera qu'un système européen est en voie de constitution, que la Turquie y jouera un rôle éminent et qu'il convient dès maintenant d'y aménager les éléments clefs tels que l'association à l'UEO dans le domaine de la sécurité", particulièrement de la sécurité régionale. La question kurde constituait le point le plus épineux du voyage du président français. Tout en condamnant le terrorisme aveugle et rejetant l'idée d'un Etat kurde indépendant, François Mitterrand a insisté sur "le respect des droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen, le droit de pouvoir exister, s'exprimer, pratiquer sa langue." Une façon de condamner la brutale répression contre les Kurdes et d'inciter la Turquie au dialogue avec cette population. Le voyage devait s'achever sur la signature d'un accord de coopération culturelle avec l'établissement intégré de Galatasaray (lycée francophone depuis 1868). Une visite importante, qui aura permis aussi de renforcer les liens économiques entre les deux pays. La France est, depuis 1988, en effet, le premier investisseur étranger dans ce pays, pont entre l'Occident et l'Orient.

G.T.



rapie de choc, dont les effets positifs ne peuvent se faire sentir après quelques mois seulement.
La grande complexité de la situation politique, en fragilisant un peu plus un pouvoir menacé d'usure rapide, et qui n'a toujours pas trouvé son rythme de croisière, n'en a donné que plus de témérité à cette coalition hétéroclite d'inquiétudes légitimes, de peurs irrationnelles et de conservatismes de tout poil. La discussion constitutionnelle n'en finit pas de diviser une assemblée dont de nombreux membres voient dans la perspective de l'élargissement des pouvoirs du président un danger de dictature.

UNE SITUATION COMPLEXE

L'avenir de la fédération russe reste opaque : la signature d'un "pacte fédéral" par la majorité des républiques la constituant n'a pas clos pour autant un débat relancé quotidiennement par la situation paradoxale du Tatarstan, qui s'est prononcé, le 21 mars dernier, pour l'indépendance, ou de la Tchétchénie (Caucase du Nord), qui ne reconnaît plus l'autorité de la Russie.
Dans ce pays encore à l'aube de la démocratie, où toutes les structures d'un Etat moderne sont à construire, un pouvoir présidentiel semble à plus d'un démocrate la garantie nécessaire de voir aboutir le processus engagé.
En Russie, comme dans les autres républiques de l'ancienne Union soviétique, la tentation d'un pouvoir fort, d'une main de fer restaurant l'ordre et la discipline, reste forte dans une population fatiguée et inquiète. La démocratie y est fragile. Là comme ailleurs, elle ne peut faire l'économie d'une certaine idée de la justice sociale. L'oublier pourrait ouvrir la porte à toutes les aventures.

Charles Urjewicz

BREF... EN BREF... EN

■ Le premier accord de cessez-le-feu conclu le 12 avril à Sarajevo est resté lettre morte.
Des affrontements se sont déroulés le 13 avril, tandis que les Serbes poursuivent leur avancée.
Les troupes yougoslaves venant de Serbie ont pénétré en Bosnie.
Visegrad (20.000 habitants, dont 62% de Musulmans et 32% de Serbes) est encerclée. Les autorités serbes de la "République serbe de Bosnie-Herzégovine" instaurent un pouvoir parallèle dans les zones qu'elles contrôlent.

■ **En Afghanistan, la France appuie les efforts des Nations Unies pour la mise en place, avant même le départ du président Najibullah, d'un conseil de prétransition, en attendant l'installation d'un gouvernement intérimaire. Un accord de principe est en effet intervenu entre les parties afghanes pour assurer une transition pacifique, conforme au plan onusien.**

■ Les 259 Français se trouvant encore en Lybie sont invités à rentrer en France par le ministère des Affaires étrangères. L'embargo aérien et militaire décidé par l'ONU contre ce pays est entré en vigueur le 15 avril.

■ **En Iran, victoire écrasante des "modérés" contre les "radicaux", qui remportent 220 sièges sur 270 au Parlement. Ce triomphe des partisans du président Rafsandjani, favorable à une politique d'ouverture à l'égard des Occidentaux, ne peut que renforcer son pouvoir.**

■ Le président tchécoslovaque Vaclav Havel a annoncé devant le Parlement qu'il briguera un troisième mandat présidentiel après les élections législatives des 5 et 6 juin.

■ **Au Mali, Alpha Oumar Konaré, candidat de l'Alliance pour la démocratie (ADEMA) recueille près de 47% des voix au premier jour, frôlant la victoire. Ce résultat, qui représente une réussite de la démocratisation en cours, intervient alors qu'un "pacte national" de paix entre les autorités maliennes et la rébellion touarègue a été signé le 11 avril à Bamako.**

■ Ouvrant à Pékin les travaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), B. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a appelé à une action urgente pour le développement économique et social dans le monde.

■ L'EMERGENCE DES ASPIRATIONS DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE ■

Réunion organisée par la commission des Relations internationales de la fédération de Paris.
- *L'action du gouvernement français ;*
- *la conférence nationale en Afrique ;*
- *le cas du Bénin ;*
- *les premières élections libres au Cameroun ;*
- *la femme africaine dans ce processus.*

Le 21 avril, à 18 h 30.
10, rue de Solferino 75007 Paris.
☎ 42.80.64.40

PRODUITS ET SERVICES

sécurité d'abord !

La Commission de la sécurité des consommateurs, créée en 1985 pour améliorer la prévention des risques liée à l'utilisation des produits et des services, passe au crible les objets pouvant être dangereux.

La CSC est composée de personnalités indépendantes : trois hauts magistrats (Conseil d'Etat, Cour de cassation, Cour des comptes), trois représentants des associations nationales de consommateurs. Plus six experts désignés chacun par les organismes techniques suivants : Laboratoire national d'essais, Conseil supérieur d'hygiène publique de France, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Caisse nationale d'assurance maladie, Centre scientifique et technique du bâtiment et Conseil national de l'ordre des médecins. Les membres sont nommés par un arrêté du ministre en charge de la consommation pour un mandat de trois ans. Le président, actuellement le Dr. Jean Terquem, est nommé par un arrêté du conseil des ministres pour cinq ans renouvelables. En outre, un commissaire du gouvernement siège auprès de la commission. Depuis 1985, il s'agit du directeur général de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes. Plusieurs fonctionnaires et rapporteurs (pour les enquêtes) sont également mis à la disposition de la CSC.

NE PAS HESITER A SAISIR LA COMMISSION

Grâce à des expertises, des recensements et analyses des dangers, la Commission suit de près la sécurité des consommateurs, détectant les produits à risques et alertant à la fois les fabricants, les consommateurs et les pouvoirs publics. Les contrôles sont le plus souvent réalisés par les services de la DGCCRF. Si cela est nécessaire, la CSC consulte d'autres organismes scientifiques et techniques compétents. L'article 7 de la loi du 21 juillet 1983 permet de mettre en garde les professionnels et de leur enjoindre de mettre leurs produits en conformité avec les règles de sécurité. Les avis de la Commission concernent quatre grands secteurs : les jouets et le mobilier pour enfant, les produits chimiques, l'habitat et l'équipement ménager et les véhicules automobiles, matériel de camping et de caravaning.
Toute personne physique ou morale (particulier, association, médecin...) mais aussi toute administration compétente ou autorité judiciaire, peut saisir la Commission en cas de risque ou d'accident lié à l'utilisation d'un produit ou d'un service. Il suffit d'adresser une lettre au président en précisant clairement les circonstances du risque ou de l'accident, et leurs conséquences, le produit ou le service en cause, les coordonnées de la ou des victimes éventuelles...

UN ROLE D'INFORMATION ESSENTIEL

En 1987, la Commission créa le service minitel 36-14 Sécuritam. Il comprend les communiqués officiels et avis, les alertes internationales, les adresses utiles, les références réglementaires et jurisprudentielles, les résultats des enquêtes épidémiologiques permanentes ou ponctuelles. Depuis 1989, la CSC édite des fiches pratiques (gratuites) dont elle accroît régulièrement la diffusion. On peut les obtenir par simple courrier.
Aujourd'hui, la CSC est de plus en plus sollicitée par les particuliers, les collectivités, les associations locales... Elle vient de mettre à la disposition des demandeurs deux nouveaux outils de documentation.
• Un dossier en couleurs groupant ses cinquante-huit fiches pratiques mises à jour ainsi que le tableau des 161 avis émis depuis 1985, en vente au prix de 100 F à la direction des "JO".
• Une unité documentaire, accessible sur le service 36-14 Sécuritam, avec possibilité de selection et de commande de documents par messagerie.
Jean Terquem a remis, le 17 mars dernier, au président de la République, le septième rapport annuel de la Commission. En 1991, elle a émis trente-quatre avis. Les principaux secteurs concernés sont les meubles, les jouets, les équipements de puériculture, les confiseries, les produits alimentaires destinés à l'amaigrissement et le mobilier urbain. On apprend par exemple qu'un boomerang pour enfant, aux bords tranchants, a causé un traumatisme crânien.
Ce rapport est en vente au prix de 100 F à la direction des Journaux officiels, 26 rue Desaix, 75727 Paris cedex 15.

Chrystie Lipani

Commission de la sécurité des consommateurs, tour de Lyon, 185 rue de Bercy, 75572 Paris cedex 12
☎ 43.45.11.45



... EN BREF...

■ Secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, Véronique Néiertz retrouve également sa charge de la Consommation. Elle devrait prochainement présenter un projet de loi concernant le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.
En outre, pour informer les jeunes sur la contraception, une campagne nationale d'information aura lieu à partir de la mi-mai.
Pour ce qui est de la consommation, le secrétariat d'Etat s'intéressera aux petits litiges et aux droits du consommateur européen.

■ **Harmonisation européenne. Les véhicules mis en circulation après le 1er janvier 1993 devront être équipés de plaques d'immatriculation réflectorisées, sur fond blanc à l'avant et orangé à l'arrière.**
En outre, la France devra bientôt abandonner les phares jaunes pour les phares blancs.

■ Certaines sociétés de vente par correspondance se mettent à l'heure européenne. Ex. : les clients de "L'Exemplaire" (cadeaux d'affaires) pourront régler leurs achats en francs ou en écus.

■ **Le plafond des dépôts d'épargne logement est porté de 300.000 à 400.000 F.**

■ L'administration accélère le rythme. Cartes d'identités délivrées en 24 h à la préfecture de Nantes, grâce à l'informatique.

■ **A Mulhouse, les médicaments sont livrés à domicile aux personnes âgées et handicapées.**
Cette opération pilote, autorisée par les services départementaux des Affaires sanitaires et sociales, est assurée par une société d'ambulances.
Elle pourrait se généraliser si l'expérience est concluante.

■ Dans la troisième édition du "Guide SVP des particuliers", plus de 2.000 conseils pratiques pour résoudre les difficultés quotidiennes. Prix : 149 F.

■ **"La Rupture du mariage, la procédure de divorce", un guide réédité par le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles. Prix 39 F. Au CNIDFF, 7 rue du Jura, 75013 Paris.**

■ Près de 60 séjours touristiques -dont la qualité a été contrôlée- dans le nouveau catalogue publié par la Fédération nationale des pays d'accueil touristique. Numéro vert : 05.40.19.92.

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre,
à son épouse restée sur ses terres

Lettre à ...

Ma douce

Sur un théâtre de Paris se joue en ce moment une tragédie d'un des grands auteurs anglais. Mais le comédien principal a eu l'idée de changer sa tirade la plus célèbre pour la mettre dans le goût du jour. Voici copie de ce texte pour que vous en jugiez.

"Amis, concitoyens, prêtez-moi vos oreilles ! Je viens accuser et non glorifier. Le mal que font les hommes vit après eux mais les bonnes actions, elles, s'en vont avec eux. Le Maire et l'Ex vous ont dit que les hommes du parti du Président furent ambitieux : s'ils le furent, c'était une faute grave et ils l'expieront. Ici, avec la permission du Maire et de l'Ex, qui ne furent jamais ambitieux et qui ne fautèrent jamais -car le Maire et l'Ex sont des hommes honorables- je viens vous parler d'eux. Ils furent loyaux et justes, mais le Maire et l'Ex disent qu'ils furent déloyaux et corrompus ; et le Maire et l'Ex, qui ne furent jamais ni l'un ni l'autre, sont des gens honorables. Ils ont permis à la France d'être la première nation en Europe et à l'Europe de se construire. En cela furent-ils ambitieux ? Mais le Maire, qui hier était contre l'Europe et qui s'apprête à le redevenir demain, et l'Ex qui naguère portait les télégrammes des tyrans d'Orient, disent qu'ils furent ambitieux. Et le Maire et l'Ex sont des gens honorables. Quand les pauvres du monde s'adressaient à eux, ils leur parlaient à Cancun et à La Baule par la voix du Président. L'ambition semblerait avoir le cœur plus dur. Mais le Maire, qui fit tirer sur les Français de Nouvelle-Calédonie, et l'Ex, qui l'approuva, disent qu'ils furent ambitieux, et le Maire et l'Ex sont des hommes honorables. A la fin de son premier mandat, vous avez vu le Président se présenter à vos suffrages pour la seconde fois. Etait-ce de l'ambition ? Le Maire et l'Ex, qui se sont eux aussi présentés deux fois chacun et qui n'ont gagné qu'une fois pour l'Ex et jamais pour le Maire, mais qui se préparent à se présenter une troisième fois, disent qu'en cela, il fut ambitieux et, à coup sûr, le Maire et l'Ex sont des gens honorables.

Ce n'est point pour désapprouver le Maire et l'Ex, mais je parle ici pour dire ce que je sais."

Et la pièce reprend son cours normal. Voilà, ma douce. On sait comment s'achève la tragédie.

VIRGIL TANASE

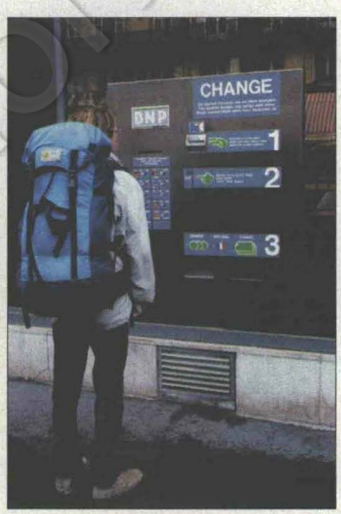
L'incitation au voyage

Je suis comme tout le monde : en voyage, je dors et je préfère un bon hôtel moins cher ; je mange et les bonnes tables ne me laissent pas indifférent. Entre les deux, je ne suis pas en manque d'instruction et, ici ou là, je me laisse porter par le paysage, par une ville, par un musée. Il m'arrive d'apprendre trop tard que telle chose existe, de regretter que personne ne m'en ait parlé à temps. Généralement, les guides ne me sont d'aucun secours : pratiques pour ce qui est intendance, côté curiosités, côté découverte, c'est plutôt décevant. A force d'avoir l'impression de dialoguer avec un télégraphe qui vous transmet des messages de la part du Petit Larousse, on ne les lit plus, les guides, que pour la route et le petit annuaire des réservations. Le ton débilisant vous décourage d'aller jusque-là où, parfois, se cachent des remarques astucieuses ou des invitations excitantes.

De temps en temps, des initiatives nous mettent l'eau à la bouche. Dans le temps, une collection chez Flammarion (où Kenneth White publiait une "Ecosse" dont je me souviens encore) ; début 1991, chez Gallimard, une initiative plutôt avortée : *"Le Promeneur amoureux"*...!

En voyage, souvent, nous avons besoin de l'œil averti de l'autre pour voir avec nos propres yeux.

Aujourd'hui, Casterman lance deux séries. La première, *"Découvrir l'architecture des villes"*, compte déjà une "Vienne" (par Léon de Coster et François Nizet), une *"Prague"* (Léon et Xavier de Coster) et une *"Barcelone"* (Xavier de Coster et Martine Lecluse), en attendant Florence et Londres (1). Il y a l'indispensable rappel des repères historiques et artistiques et puis, surtout, l'invitation à flâner dans la ville le guide à la main. Vous êtes dispensé de chercher, à chaque pas, si la curiosité vous prend, une indication dans une étude historique où l'on se perd ; vous n'avez pas, non plus, à courir, comme on vous le demande souvent, d'un monument à l'autre selon une logique culturelle imposée. Ces guides "architecturaux" aident à regarder ; ils ont quelque chose d'un ami avec lequel on se balade et qui, de temps en temps, interrompt son propos pour vous faire remarquer tel détail, telle curiosité. Certes, il n'est question que des murs ; pour le reste, il vous faudra vous débrouiller autrement mais, franchement, moi qui, en voyage, passe plus de temps dans la rue qu'ailleurs, qui aime cette survie, en pierre, de l'intelligence des époques révolues, j'ai trouvé dans ces guides chassure à mon pied.



▲ *Naviguer entre les hôtels, les restaurants et les pompes à essence.*

La deuxième série, les *"Itinéraires culturels"* (2), n'est pas moins alléchante, encore qu'à mon goût, côté plume, on pourrait trouver mieux. Ils nous conduisent déjà en Egypte, en Grèce, en Etrurie. Les auteurs (Giovanni Castelli, Richard Stoneman, Claudio De Palma) ont une compétence certaine et jouent le jeu de nous faire découvrir les choses à leur façon, sans nous donner l'impression que la curiosité culturelle sert d'alibi pour naviguer entre les hôtels, les restaurants et les pompes à essence. Il n'en reste pas moins que le lecteur se sent un peu revenu sur les bancs de l'école, devant des professeurs pour lesquels nous sommes tous, irrémédiablement, des nuls. Ce n'était pas, j'en suis sûr, dans l'intention des auteurs, mais leur manque d'éclat (les grands professeurs n'ont jamais l'air d'enseigner mais de découvrir les choses en même temps que vous), leur difficulté à faire s'envoler le style (une métaphore donne plus de sens qu'une page d'informations laborieuses), leur manque de courage lorsqu'il s'agit de prendre des risques et nous égarer sur des sentiers qu'ils sont seuls à connaître, ne sont pas de nature à m'enthousiasmer.

Ah, si seulement les écrivains, les vrais, s'il en reste, prenaient la peine de retrouver le goût des récits de voyage qui les travaillait du temps où écrire sur un pays ou une ville étrangère s'accompagnait du devoir de donner la sensation charnelle d'un paysage, d'un monument, d'une œuvre à des gens qui ne les verraient jamais ! Tant il est vrai qu'en voyage, souvent, nous avons besoin de l'œil averti de l'autre pour voir avec nos propres yeux.

(1) De 380 à 420 p., 195 F.
(2) De 160 à 250 p., 145 F.

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

Vacances à prix club ?
Spectacles gratuits ?
Ça vous dit ? Alors,
ABONNEZ-VOUS !

FABIENNE THIBEAULT

Espace culturel du Pin Galant (Mérignac), le 14 mai

Une voix unique, parfois voilée, au feeling incomparable... On ne se lasse ni de l'entendre, ni de la voir.

5 invitations pour 2 personnes.



L'AMERIQUE, L'AMERIQUE

Le Lucernaire (Paris), jusqu'à fin mai

"Propriété condamnée"
et "Parle-moi comme la pluie..."
de Tennessee Williams,
"Avant le petit-déjeuner"
d'Eugène O'Neill...
pour découvrir une Amérique
où des baby-dolls
prennent des trains
qui n'existent pas.

Mise en scène : Virgil Tanase

4 invitations par soirée du 27 avril au 2 mai (relâche le 1er mai).

Pour obtenir les places :
☎ 45 56 78 56 ou 78 57

Pour connaître les programmes

- **Le Lucernaire : ☎ 45 44 57 34**
- **Le Pin Galant : ☎ 56 97 82 82**
- **La Coupole : ☎ 64 88 69 11 / 60 60 02 63**
- **Le Latina : ☎ 42 78 45 86**

PAS DE REPIT POUR MELANIE

Un film de Jean Beaudry



Sortie le 22 avril

Un conte pour tous... où l'on découvre comment deux adolescentes "apprivoisent" une dame âgée.

20 invitations pour 2 personnes, du 27 avril au 3 mai, au cinéma Le Latina (Paris).

ARGENTEUIL ARGENTINE

La Coupole / Le Théâtre (Combs-la-Ville), le 21 avril

Le tango argentin pour raconter Argenteuil.
Sur une musique de Carlos Gardel.

Textes : Alain Paris

Mise en scène : Brigitte Bellac et Alain Paris

10 places gratuites à nos 10 premiers lecteurs se présentant avec "Vendredi" sous le bras et ayant réservé par téléphone.

© Fondation Jean Jaurès



TV

"MARSEILLAISE"

Toul, Valbonne, Metz, Saumur. Un sergent qui hurle. Cinq garçons sous les drapeaux. Ils sont arrivés en jean et baskets, avec leur tête de tous les jours. Ils braillent comme ils peuvent une "Marseillaise" à peine sue qui, au fil du reportage, deviendra juste et guerrière. En 24 heures, l'armée va en faire des appelés rasés, conformes. Marc-Antoine est étudiant en droit, Yannick vient de rater un CAP de mécanicien, Karim est au chômage, Fabien on ne sait pas et Christophe charpentier dans le Jura. Ils ont vingt ans. C'est leur unique point commun. Blues dans une gare, la nuit ; airs martiaux en rangers ; paillardises en chambrée. Le quotidien au régiment. Des bataillons de paras et d'aspirants se croisent sur M6, par delà la distance sociale et géographique, dans le documentaire de Christophe de Ponfilly, "Nos Enfants de la patrie". Ils ignorent tout ou presque des institutions, parlent de la patrie en rigolant en coin, sont persuadés qu'ils vont perdre leur temps, mais s'installent assez facilement dans leur état de conscrit. Le journaliste les a suivis pendant tout leur service. Au départ, Marc-Antoine est fier de partir. Il aime les maquettes de chars et le drapeau. Yannick n'a pas envie de faire le guignol dans les bois, Karim déprime, Fabien s'engage dans les paras pour apprendre des trucs qui lui serviront dans le civil et Christophe le montagnard veut voir la mer.
De fait, Marc-Antoine prend du galon, Yannick récure les lavabos.
Karim guerroie dans de faux villages en parpaing, visage maculé, il meurt beaucoup. Fabien sait marcher au pas car "pour libérer le pays qu'on enchaîne, il faut des gars endurcis à la peine". Christophe s'embarque sur la frégate "De Grasse" un peu essoufflé par la peur et l'émotion devant l'immensité d'un navire qui lui semblera bien vite limitée.
Le temps des classes avec les parcours du combattant livre l'image de garçons vidés, chancelant sous la charge cumulée de l'effort physique et de la désespérante gratuité des exercices. Colo éprouvante, on se fait du mal pour être content quand ça s'arrête, mais Fabien est fier d'être para, il s'est endurci, dit-il, en balayant, nonchalant, la cour.
Le marin en permission se paume dans le métro parisien, un jour pluvieux de grève. Encore loin avant de pouvoir raconter son service à sa famille réunie autour de la toile cirée du dimanche. Yannick n'a plus de boutons, mais un permis poids-lourd. Marc-Antoine, devenu instructeur quelque part en Allemagne, tente d'enseigner les subtilités des grenades offensives et défensives à des appelés qui s'en foutent et se ressemblent comme des frères...
Un an pour se préparer des souvenirs.

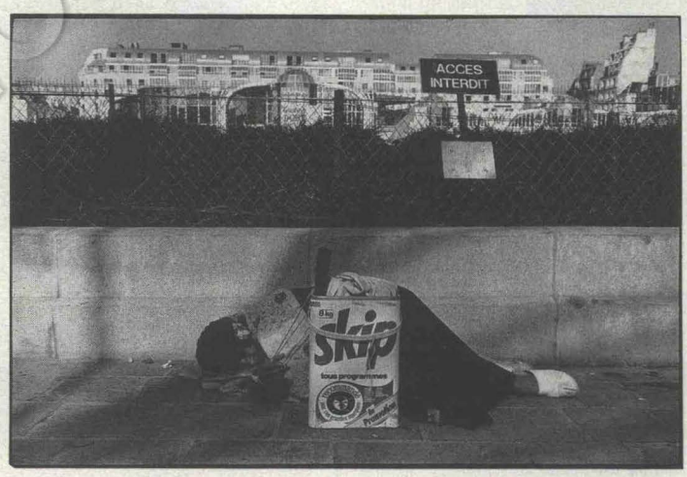
F.L.

LES EXCLUS A LA DEFENSE

ces ombres qui marchent à nos côtés

Des parias, il y en a toujours eu. Seul le traitement de l'exclusion a changé.

Niés, cachés, oubliés ou assistés selon les temps, les exclus ne furent souvent accueillis que dans l'art. La représentation qu'en a donnée Pierre Bruegel l'Ancien ou celle de Victor Hugo dans "L'Homme qui rit", prouvent qu'ils furent source d'inspiration. La misère humaine a souvent été photogénique. Aujourd'hui, elle est devenue médiatique. Au nom du parler vrai et du choc des photos, on étale, on glose. Bref, on s'accoutume. Les cloches deviennent héros au cinéma ; la vieillesse, sujet de colloques ; la prison, objet de reportages ; la folie, thème de magazine télévisé ; toutes les formes d'exclusion font la une des journaux et les beaux jours de l'audimat. Guibert, renouant avec la tradition, a su transformer son sida en création littéraire. Il ne manquait qu'une exposition consacrée au sujet !
Celle qui se tient du 15 avril au 31 décembre ne s'inscrit pas dans cette veine. En plein cœur du quartier des affaires de la Défense, sur 1 500 m2, "ceux qui ne sont plus rien" en France et dans le monde vont, par l'entremise de la Fondation de l'Arche de la fraternité, inaugurer une nouvelle forme de dialogue social. Par le biais culturel. Il ne s'agit plus de livrer du pittoresque. Pas question ici de sombrer dans la facilité qui aurait consisté à exposer des portraits au zoom, forcément spectaculaires, débusqués par quelques paparazzi spécialisés dans la chasse aux trognes. L'option retenue a été de privilégier la réflexion et d'insister sur les mécanismes qui conduisent à cette irrévocable marginalisation.
C'est ainsi qu'une première partie aborde l'exclusion dans ses manifestations internationales et historiques. Des diaporamas, des planisphères, des textes illustrent les cas extrêmes tels l'esclavage, l'apartheid et l'holocauste, mais aussi ceux que leur fréquence même risquait de banaliser comme l'illéttrisme, le chômage ou les bidonvilles. L'exposition souligne l'importance des facteurs économiques et géopolitiques de l'exclusion que sont le néo-libéralisme sauvage et l'endettement du tiers monde, par exemple.



Le deuxième temps fort est consacré à l'analyse de l'engrenage de l'exclusion. Treize processus sont ainsi détaillés, l'illéttrisme, la folie, la vieillesse, le sida, l'absence de domicile, la prison, la relégation des cités de banlieue, le chômage, pour finir par la grande pauvreté : cumul de nombreux handicaps. Tous les sujets abordés le sont avec une grande sobriété, treize bandes son diffusent témoignages et interviews qui alternent avec des analyses de personnalités. Si le son prime sur l'image, c'est par souci d'éviter le voyeurisme et de restituer toute sa force à l'émotion des témoignages nus.
Sur le plan visuel, des "machines excluantes", représentations kafkaïennes, meubles symboliques au sens héraldique, plus évocatrices qu'un simple objet attribut témoignent des différentes exclusions. Sorte de chemin de croix de l'abandon, ces stations deviennent lieu et instant de réflexion tels ces miroirs qui, par leur jeu, renvoient l'image de l'autre, si semblable et si différent, définition fugitive du racisme.
Puis, ce sont deux murs de matelas, un panneau de boîtes à lettres désespérément anonymes, une gigantesque roue qui broie, un bloc aveugle ou encore une charpente de maison couverte d'un toit de verre, maison des courants d'air ou rêve d'un foyer. Bref, la folie, la banlieue, le chômage et l'errance. Sous les pieds des visiteurs qui passent, en lettres rouges sur tapis noir, un texte législatif ou constitutionnel se rapportant au thème symbolisé, référence foulée au pied comme le sont au quotidien les ombres exclues.
Le dernier espace de cette exposition "humaine"est un hommage rendu à ceux dont le combat quotidien est la lutte contre toutes ces formes d'exclusion.
On sait aujourd'hui à la lumière de l'histoire et de l'actualité que "la désespérance prépare ceux qui n'ont pas d'avenir à écouter des prophètes, à accepter des idéologies qui redonnent un sens à la vie quotidienne... Les plus dynamiques passent naturellement de l'exclusion à l'intégrisme. L'exclusion devient alors une menace fondamentale à la paix." C'est le message que délivre Claude Cheysson, président de la Fondation de l'Arche de la fraternité. S'il subsistait un doute quant à l'opportunité d'une telle manifestation, il n'est plus permis.

F. L.

Jusqu'au 31 décembre, 9 h à 17 h, (samedi, dimanche et jours fériés, de 10 h à 19 h). Toit de la Grande Arche La Défense. ☎ 49.07.27.57

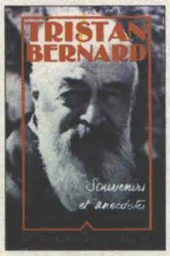
post-scriptum

JEAN GIONO
"Regain"



La création romanesque française est-elle en crise ? L'interrogation n'est pas nouvelle. Quoiqu'il en soit, les éditeurs ont une politique de réédition active. Et souvent, nul ne s'en plaint ! Retrouver "Regain" est un éblouissement à envier le plaisir que prendront ceux qui ne l'ont pas encore lu. Joyeux, savoureux, d'une sensualité tellurique. La belle histoire, la rondeur du style, la générosité du symbole. Le blé du pain de l'amour de Panturle et Arsule.
Grasset-Cahiers rouges, 248 p., 53 F.

TRISTAN BERNARD
"Souvenirs et anecdotes"



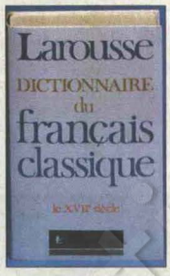
Tristan Bernard n'est pas Alphonse Allais. Plutôt qu'un humoriste, il est un ironiste. Il n'a pas, lui, à être -sans répit- amusant. Un ironiste doit avoir surtout un imparable sens de l'observation. Il n'est pas même nécessaire qu'il soit optimisme. Le pessimisme lui va, au contraire, assez bien.
Mais la plupart des vérités, dont il fait profession, sont intempestives. Ces "Souvenirs et anecdotes", largement inédits, sont de rudes coups de dents. Des maximes et pensées à la peinture de mœurs. Tristan Bernard méconnu.
Cherche-Midi, 208 p., 98 F.

JEAN ROHOU
"Jean Racine"



En tous domaines, Racine possède et utilise l'art de faire quelque chose de rien. Sur ce trait, Jean Rohou, spécialiste de littérature du XVIIe, dresse une biographie de Racine précise et cohérente, toute dégagée de l'anecdote.
Pauvre orphelin provincial, Racine a fait une carrière triomphale. Grand écrivain et l'un des courtisans les plus en vue, il a écrit une œuvre véritablement tragique. Ambition, capacité, anxiété et avidité sont les traits de caractère de Racine, pour Jean Rohou qui en dissèque le comportement et y ajuste carrières sociale et littéraire. Brillante restitution d'une personnalité complexe. Du Port-Royal de la jeunesse à la dévotion des dernières années par la parenthèse théâtrale triomphante.
Fayard, 494 p., 150 F.

"Trésors du français"



Ce sont trois volumes littéralement étonnants et qui combleront les amoureux de la langue. Trois dictionnaires historiques du français, (Moyen-Age, Renaissance, XVIIe siècle). A chaque mot : étymologie, datation, dérivations, variantes graphiques.
Passionnante mise en lumière de l'évolution du langage (des désinences concrètes et usuelles aux concepts de plus en plus abstraits, par exemple, ou perméabilité croissante aux vocables d'origine étrangère simultanément au recul de l'horizon géographique ; disparitions suivies de résurgences, parfois avec des significations modifiées). Bel outil.
Larousse, 3 vol., 630, 668 et 511 p., 195 F chaque.

JOSEPH KLATZMANN
"Attention, statistiques !"



Rendus méfiants par rapport aux paroles, nous nous raccrochons aux chiffres. Qui ne mentent pas. Il n'y a plus un jour sans sondage, comptage, indice, ni bilan. Attention aux pièges, à l'erreur, quand ce n'est pas la tromperie, prévient un homme qui a vécu dans les statistiques.
Il énumère 130 exemples. Quelques-uns font plaisir : notre espérance de vie est plus élevée qu'il n'y paraît. Certains donnent à penser : comment peut-on truquer les cours de la Bourse ? La plupart nous plongent dans la stupeur.
La Découverte, 254 p., 89 F.



JOSE VAN DAM
Schumann



Le grand baryton révèle, dans ces lieder, ce dont il est le plus cachotier : une souplesse, une variété de couleurs, une mobilité dont les grands airs d'opéra -où il réussit si bien- ne lui permettent pas de témoigner.
Dans "Les Amours du poète" la puissance de l'émission minutieusement dosée conduit à des mezza voce admirables qui donnent aux poèmes de Heine tout leur caractère romantique. On attend avec impatience "Le Voyage d'hiver", de Schubert, que van Dam avait à cœur de reprendre au disque.
Forlane, 16595, 75'33", env. 125 F.

HELENE BOSCHI
Schumann



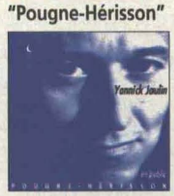
Hélène Boschi, pianiste disparue il y a deux ans, interprète vingt-trois pièces de Robert Schumann qui ne comptent pas toutes parmi les plus connues.
Elle témoigne de la plénitude de cette musique lorsque l'interprétation se dispense des larmoiements hallucinés dont elle est si souvent affublée. Lyrisme sans effusion, simplicité sans effet, poésie et, surtout, cet ineffable schumannien fait de classicisme et de sensible gravité. Hélène Boschi, élève de Cortot, et Yvonne Lefébure pénètrent le romantisme de Schumann par la sobriété et la lisibilité.
FY, CD 106, 75'47", env. 125 F.

BRUCE SPRINGSTEEN
"Lucky Town" et "Human Touch"



Depuis 1987 et le médiocre "Tunnel of love", ses aficionados n'en pouvaient plus d'attendre le nouvel album du Stallone du rockn' roll. Leur patience est généreusement récompensée avec la sortie simultanée de deux albums, "Lucky Town" et "Human Touch".
Entre les deux, le choix ne s'impose pas vraiment tant chacun est riche en rocks décapants. Toutefois, sachez que "Lucky Town" (1), hormis un batteur répondant au doux nom de Mallabar, est un album joué à 100% par Springsteen. La voix déchirée de "Better days", nasillarde sur "Lucky Town" et surtout la très belle guitare slide de "The Big Nuddy" sont assez proches de l'épure de "Nebraska" ou de "Darkness...". "Human Touch" (2) à la production plus léchée (aseptisée ?) rappelle les albums plus récents. De l'excellent rock dans les deux cas.
Columbia, (1) 471424., 39' 41" ;
(2) 471423, 58' 51", env. 130 F chaque..

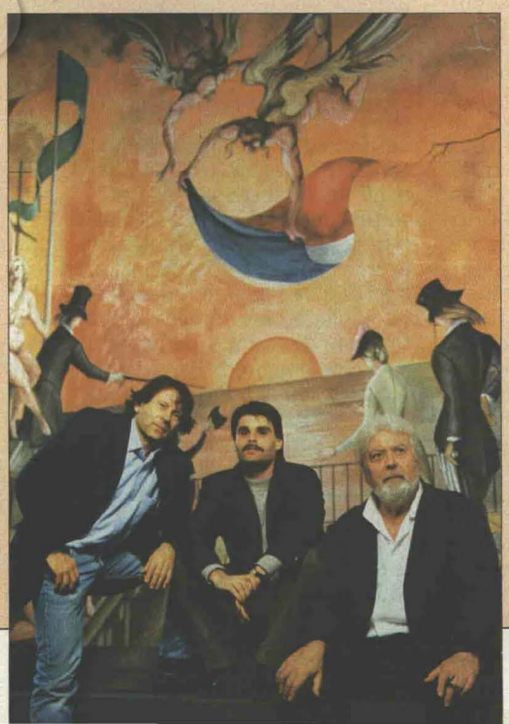
YANNICK JAULIN
"Pougne-Hérisson"



Il a la jactance bien accrochée au palais. Jaulin jacasse, bavasse. On l'écouterait des heures conter son village poitevin de Pougne-Hérisson et ses habitants : l'ancien que l'on hésite à jeter aux oubliettes d'un hospice, les reines de beauté couronnées à chaque printemps dans "la salle polyvalente qui sert à tout, qui sert à rien", les roublards qui, avec leur R12 turbo Rabbit, se prennent pour Jacky Ickx dans les prés à moutons.
Exceptionnelle éloquence et insidieuse raillerie. Conteur et chanteur, Jaulin sait quelle est la juste mesure entre le frémissement d'un violon et l'intensité d'une fable pleine de tendresses.
L'Autre Label/Mélodie, 33001,52' 15", 130 F.

◆ POLANSKI CHEZ OFFENBACH ◆

Ce sera un des événements de la saison à l'Opéra-Bastille, qui commence à nous les offrir à belle cadence : "Les Contes d'Hoffmann", de Jacques Offenbach, dans une production inédite.
Mise en scène de Roman Polanski, décors et costumes de Frantz Salieri. Distribution prometteuse avec, dans le rôle d'Hoffmann, successivement les deux grands ténors que sont Francisco Araiza (du 15 au 27 avril) et Neil Shicoff (jusqu'au 11 mai), José Van Dam dans les trois rôles de basse de chacun des trois actes, Martine Dupuy, et, pour les trois dames de cœur du poète : Natalie Dessay, Nadine Denize et Lella Cuberli. Le tout sous la direction d'Ion Marin, jeune chef d'origine roumaine, qui a été, plusieurs années, l'assistant de Claudio Abbado à Vienne, ce qui est tout dire et qui devient très en vue.



De g. à d., Roman Polanski, Ion Marin et Frantz Salieri. ▶

Pour la quatrième fois en un an et demi dans des salles différentes, "Les Contes d'Hoffmann" seront donnés au public parisien. Cette version sera probablement la plus fidèle à Offenbach, en ce sens que le compositeur, pour son dernier opéra -qu'il n'eut même pas le temps de terminer- voulait "faire quelque chose de différent" de ses précédents opéras bouffes, "leur montrer ce dont il était capable". Et que Polanski, Salieri et Marin vont jouer sur le fantastique et la magie de cette œuvre, qui brille comme un diamant noir dans une production bouffonne.
Etrangeté inépuisable des déboires amoureux d'Hoffmann, successivement amoureux d'un automate, d'une comédienne puis d'une cantatrice qui le conduisent à tout sacrifier.

J. G.

Opéra-Bastille, du 15/4 au 11/5
☎. 44 73 13 00. De 50 à 560 F.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Françoise Lorrain (télévision - enquête)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

PACO IBANEZ

Il a mis en musique Lorca, Alberti et... Brassens. Paco Ibañez chantait la liberté et la lutte contre le franquisme aux jeunes de l'après 1968. Le revoici sur scène (1). Hymne à la France et à la poésie.

Vous avez vécu en France une partie de votre enfance et jusque dans les années 60-70. Comment voyiez-vous la France d'alors, celle d'aujourd'hui ? Est-ce la même ?
(Rire) Territorialement, oui. Les Pyrénées sont toujours là, les Alpes aussi. Il n'y a pas eu de Napoléon pour les franchir. Je suis venu en France en 1948. J'avais quatorze ans. Mon père était réfugié républicain. Nous sommes restés trois ou quatre ans à Perpignan, puis toute la famille est montée à Paris. Jusqu'en 1967, je n'ai plus quitté la France. Alors, bien sûr, par rapport à mon regard d'enfant, mon point de vue a changé. Quand je suis arrivé, je ne parlais pas le français. A Perpignan, j'entendais : "Alors l'Espingouin, tu viens manger notre pain ?" Ce n'était pas vraiment du racisme. Plutôt une sorte de réflexe acquis en 1938 quand des milliers de réfugiés avaient afflué, à la fin de la guerre d'Espagne. Je me souviens des journaux de l'époque. On sentait le fascisme monter. L'Espagnol, c'était le diable. Cette ambiance-là était restée dans les esprits. Mais ce n'était pas encore vraiment méchant, plutôt les réactions individuelles de quelques idiots. Après, je suis monté à Paris et j'ai découvert ce pays au plan politique, social, humain, artistique. Aujourd'hui, si on me disait : "Tu aurais un pays à choisir pour vivre jusqu'à la fin de ta vie, lequel choisirais-tu ?" Je choisirais la France.

Pourquoi ?
Je me sens bien ici, accompagné par les gens, par ce qu'ils font, par ce qu'ils sont, par leur culture, leur style de vie, leur sensibilité. Je me sens chez moi. Aujourd'hui comme il y a vingt ans. La vie est plus douce en France qu'en Espagne. Qui fait un pays ? Les gens. Ce sont eux qui dessinent un paysage. La Suisse est un pays magnifique mais je n'y vivrais pas une semaine.

Qu'est-ce que vous aimez tant chez les Français ?
Leur curiosité, leur envie de savoir toujours plus, cette manie d'analyser les choses, de vouloir les comprendre, pour, après, décider de les aimer ou non. Et ça, c'est un don français. Quand un Français aime quelque chose, il sait pourquoi il l'aime. Il sera fidèle à ce sentiment-là. J'aime cette fidélité. Les Français sont cent fois plus fidèles que les Espagnols avec les artistes, les choses qu'ils aiment.

Que pensez-vous de la social-démocratie espagnole, de ce qu'on appelle le social-felipisme ?
Felipe Gonzalez a opté pour le pragmatisme. Il s'est dit : "Si j'essaye de faire bouger les choses, les gens n'étant pas prêts à jouer le jeu, nous allons perdre le pouvoir." Pour le garder, il est allé dans le sens de l'ordre existant, de l'équilibre international. Mais les actes courageux, urgents, n'ont pas été accomplis. La réforme agraire, par exemple. Aujourd'hui, en Andalousie, les grands propriétaires sont les mêmes que sous le franquisme. Ce n'est pas ce que j'attendais des socialistes. Je pensais qu'ils allaient proposer d'autres valeurs, encourager la solidarité, la réflexion, la pensée, toutes les valeurs dont ils sont porteurs en théorie.



Aujourd'hui, si on me disait : "Tu aurais un pays à choisir pour vivre jusqu'à la fin de ta vie, lequel choisirais-tu ?" Je choisirais la France.

Vous êtes retourné en 1967 en Espagne, sous Franco. Comment l'avez-vous vécu en tant que chanteur ?
Pendant six mois, au moment où on préparait l'entrée de l'Espagne dans l'Europe, il y a eu un début d'ouverture. Franco était toujours vivant mais le franquisme pur et dur, avec sa censure implacable, était agonisant. C'était en 1968-1969. Cela a duré six mois, un an. Puis, ils se sont aperçus qu'ils avaient ouvert les fenêtres et que des choses commençaient à se produire. Alors, ils les ont refermées.

Vous ne pouviez plus chanter, ni enregistrer ?
Chanter en public, non. Les disques étaient tolérés parce qu'on les écoute individuellement ou à trois ou quatre alors que les concerts, c'est deux à trois mille personnes. Ils ont compris que cela pouvait déborder et ils ont refermé les vannes.

Vous êtes d'origine basque. Que pensez-vous de l'ETA ?
Je reconnais les raisons de son combat mais elle emploie des moyens inacceptables. Les Basques veulent retrouver l'identité qu'on leur a volée ou qu'ils se sont laissé voler, depuis sept ou huit siècles. L'indépendance ? Si les Basques la veulent, pourquoi pas ?

Seule une minorité désire l'indépendance...
Les Basques ne sont ni français, ni espagnols, ils sont basques. Pourquoi reconnaître l'indépendance de la Croatie et pas celle du Pays basque ? Un peuple qui a gardé ses racines, sa culture, sa langue, sa sensibilité est un peuple vivant. Il faut reconnaître son existence. Aujourd'hui, à Saint-Sébastien, quand je parle en basque dans les magasins, on me répond d'un air méprisant. C'est terrible ! Mais dans les villages, tout le monde parle basque. Les enfants, quand ils jouent à la pelote, ils jouent en basque, ils rigolent en basque, ils marchent, ils courent, ils dorment en basque. Aussitôt qu'on va dans les villes plus importantes, on parle espagnol. Ca me fait mal au cœur. C'est la disparition d'une culture qui nous appartient à tous aussi bien aux Français, aux Allemands, aux Anglais qu'aux Chinois. C'est un patrimoine universel, un peuple. Il faut avoir l'intelligence de faire que le monde ne perde pas cette fleur qu'est une civilisation.

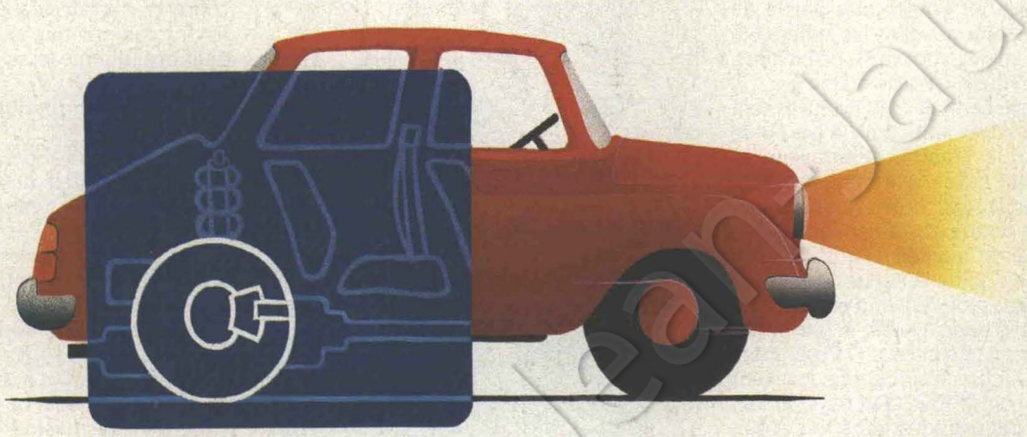
Vous avez exhumé et fait connaître des poètes comme Gotysolo, Rafaël Alberti, Quevedo... Quelle place occupe la poésie dans votre vie ?
Elle occupe chaque seconde de ma vie. J'ai découvert les poètes à travers Brassens et Yupanqui. J'ai commencé par mimétisme à mettre en musique des poètes espagnols, Gongora d'abord, puis Lorca. Puis les poètes, vivants, m'ont conduit vers ceux qui les avaient précédés. Comme si Aragon m'avait présenté Ronsard... La poésie, c'est l'essence même de l'existence. Comme la chanson. Dans ma vie, elle n'est pas seulement espagnole et française, mais du monde entier. J'ai des disques du Burundi, du Pakistan, de Russie... Il y a des gens qui collectionnent les timbres. Moi, je collectionne les chansons.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Casino de Paris, les 4, 5, 6 et 7 mai.
☎ 49.95.99.99

CONTRÔLE TECHNIQUE OBLIGATOIRE DES VÉHICULES*

*** en 1992 les voitures particulières de plus de 10 ans, les camionnettes de plus de 4 ans.**



INFORMEZ-VOUS

MINITEL 3615 - ROUTE
GUIDE INFO DANS LES PREFECTURES

VOTRE SÉCURITÉ VA Y GAGNER

sécurité routière

Col. Fondation Jean Jaurès